

Le PQ prend sept points d'avance

L'ADQ de Mario Dumont a mordu dans le vote libéral

ANDRÉ PRATTE

Le Parti québécois jouit maintenant d'une avance considérable sur le Parti libéral, révèle un sondage CROP-La Presse-TVA-Toronto Star réalisé du 19 au 23 novembre, soit dans les jours qui ont suivi le débat des chefs.

Après répartition des indécis et discrets selon la méthode CROP, le Parti québécois recueille 46 % des intentions de vote, contre 39 % pour le Parti libéral et 13 % pour l'Action démocratique du Québec. Par rapport au sondage réalisé par la même maison dix jours plus tôt, le PQ a perdu deux points et le PLQ cinq points. Ces pertes ont profité à l'ADQ (+7 points), le débat télévisé provoquant un fort « effet Dumont ».

Dans l'espoir de prédire avec encore plus de précision le vote de lundi prochain, CROP a ensuite écarté de ses calculs les personnes qui ne sont pas inscrites sur la liste électorale ou qui ont déclaré qu'elles ne voteraient pas ou très probablement pas. L'exercice donne une victoire encore plus nette au PQ avec 48 % des intentions de vote, comparativement à 38 % pour le PLQ et 13 % pour l'ADQ.

Si ces intentions de vote devaient se concrétiser le 30 novembre, le PQ accroîtrait sans doute sa majorité à l'Assemblée nationale. En 1994, les péquistes avaient enlevé 30 sièges de plus que les libéraux avec une proportion pratiquement égale du vote, 44 %. En 1981, le PQ avait rafié 80 sièges, la meilleure récolte de son histoire, avec 49 % du vote.

Depuis le début de la présente campagne, le fossé entre les péquistes et les libéraux au sein de l'électorat francophone s'est trans-

formé en gouffre. Le PQ obtient aujourd'hui 50 % du vote francophone contre 22 % pour le PLQ.

« Les péquistes peuvent difficilement aller au-delà de 80, 85 sièges, en raison de l'existence de circonscriptions acquises aux libéraux, souligne le vice-président de CROP, Claude Gauthier. La grande inconnue, c'est de savoir si les gens qui appuient l'ADQ vont continuer de le faire jusqu'au jour du vote. Plusieurs d'entre eux ont pris leur décision après le débat, c'est donc un choix un peu soudain. »

Retour à la case Johnson

Ce sondage ramène à toutes fins pratiques le PLQ à la case Johnson. En février dernier, un sondage CROP donnait 15 points d'avance au PQ (52 % contre 37 %) parmi les électeurs qui exprimaient une préférence. L'ampleur de l'écart avait convaincu Daniel Johnson de démissionner, ouvrant ainsi la voie à la venue de Jean Charest. Huit mois plus tard, l'effet Charest passé, le PQ a repris une avance de 13 points chez les électeurs décidés.

D'ailleurs, les sympathisants libéraux ont pratiquement lancé la serviette : on n'en trouve plus que 32 % pour croire à une victoire de leur parti, tandis que 50 % prédisent désormais le retour au pouvoir du PQ. Dans l'ensemble de la population, ils sont désormais 71 % à prédire la réélection des péquistes. Le parti dirigé par Lucien Bou-

chard domine partout hors de l'île de Montréal, où les libéraux mènent par 11 points. Dans la banlieue de la région métropolitaine, celle de l'indicatif régional 450, le PQ mène par 7 points. C'est là, soutiennent certains analystes, que se joueront les élections de lundi prochain. Aux élections de 1994, le PQ a obtenu 8 points de plus que les libéraux dans la région de l'indicatif 450.

À l'inverse de Mario Dumont, le chef libéral, Jean Charest, a perdu des plumes depuis le débat : on ne trouve plus que 27 % des électeurs à le choisir comme « le plus apte à diriger le Québec » (-7 points depuis notre dernière enquête), contre 46 % qui préfèrent Lucien Bouchard (+3 points) et 11 % qui optent pour Mario Dumont (+4 points).

Est-ce l'effet des nouvelles faisant état des effets pervers de la nouvelle assurance-médicaments ? Toujours est-il que la proportion d'électeurs insatisfaits du gouvernement Bouchard a bondi de six points pour atteindre 43 %. Une courte majorité (51 %, -3 points) de Québécois restent satisfaits de l'actuel gouvernement.

La campagne électorale fut ennuyante, on dit des observateurs. Ce n'est pas tout à fait l'avis des Québécois, dont 57 % disent s'intéresser à cette lutte. C'est le plus haut taux d'intérêt enregistré par CROP depuis la campagne électorale de 1981, qui allait reporter René Lévesque au pouvoir, une défaite amère pour le chef du PLQ de l'époque, Claude Ryan. « Comme cette année, 1981 était une élection post-référendum, fait remarquer le sondeur Claude Gauthier, et ce fut la plus forte victoire du PQ. »



98

Intentions de vote au Québec

(19-23 novembre 1998)

	PQ	PLQ	ADQ	PÉ	Autres	NVP/NSP Refus
Total Québec (1003)	42%	31%	12%	1%	-%	14%
Montréal métro	36	38	10	1	-	15
Québec métro	49	21	15	1	-	13
Autres régions	48	26	13	1	-	11
Francophones	50	22	14	1	-	13
Non-francophones	6	74	2	5	-	13
Hommes	42	32	12	1	1	11
Femmes	42	30	11	1	-	15
18-34 ans	41	31	14	2	-	12
35-54 ans	50	25	11	1	-	13
55 ans et plus	32	41	10	1	1	16

S'il y avait des élections provinciales aujourd'hui au Québec, pour lequel des partis suivants voteriez-vous?

Sondage CROP 98

Après répartition des indécis¹

	PQ	PLQ	ADQ	Autres
19 au 23 nov. 98	46	39	13	2
6 au 11 nov. 98	48	44	6	2
30 oct. au 4 nov. 98	46	45	7	2
15 au 21 oct. 98	44	45	9	2
Élections 12 sept. 94	44,7	44,3	6,5	4,5

(1) Méthode de répartition où CROP accorde 60% de la non-réponse au PLQ, 30% au PQ et 10% à l'ADQ

Infographie La Presse



98

Perception de l'engagement de Bouchard quant à la tenue d'un référendum «gagnant»¹

	Pas de référendum	Peut-être	Certainement	NSP
Total (1003)	12	38	41	9

(1) Le premier ministre Bouchard a promis de réunir les «conditions gagnantes» pour un référendum lors de son prochain mandat. Il a aussi dit qu'il ne ferait pas de référendum «perdant»? Selon vous, cet engagement signifie-t-il que si le gouvernement du Parti québécois est réélu il y aura... certainement un référendum sur la souveraineté au cours du prochain mandat?

Pour ou contre la tenue d'un référendum sur la souveraineté²

	Pour	Contre	NSP
Total (1003)	28	63	9

(2) Personnellement, êtes-vous pour ou contre la tenue d'un référendum sur la souveraineté du Québec au cours du prochain mandat si le Parti québécois est réélu?

Infographie La Presse

Le vote péquiste coulé dans le béton

Se peut-il que les derniers jours de campagne permettent à Jean Charest de renverser la tendance et de l'emporter à l'arraché? Sinon, pourrait-il au moins limiter les dégâts, éviter que le PQ augmente la majorité qu'il détient à l'Assemblée nationale? Tout est possible en politique, mais les données de notre plus récent sondage CROP indiquent que la mission sera fort difficile à mener à bien.

« Il ne reste plus de grands événements dans la campagne, fait remarquer Claude Gauthier, vice-président de CROP. L'impression générale qui se dégage du sondage, c'est que la tendance n'est pas sur le point de se renverser. Même les électeurs libéraux, à 50 %, pensent que le Parti québécois va gagner. »

La proportion d'électeurs se disant toujours disposés à changer d'idée n'est plus que de 20%. Le vote péquiste paraît particulièrement solide : 85 % des personnes manifestant l'intention de voter PQ affirment que leur choix est définitif. C'est le cas de 76 % des électeurs libéraux. Reste l'ADQ : 44 % des sympathisants adéquistes envisagent de changer d'idée d'ici au 30 novembre. C'est moins qu'il y a deux semaines, mais c'est encore

beaucoup. C'est là que Jean Charest doit aller chercher des appuis.

Séduits par Mario Dumont lors du débat, ces électeurs sont-ils susceptibles d'être convaincu par les appels du chef libéral en fin de campagne? Ce n'est pas impossible. Parmi eux, sept sur dix sont contre la tenue d'un référendum sur la souveraineté au cours du prochain mandat du gouvernement, et six sur dix voteraient NON si un tel référendum avait lieu aujourd'hui. Une majorité d'adéquistes sont insatisfaits du gouvernement Bouchard. Par contre, à choisir entre Lucien Bouchard et Jean Charest comme premier ministre, ils préfèrent le président du Parti québécois. Quand on leur demande d'évaluer, sur 10, la campagne des chefs, ils donnent un 5,7 à M. Bouchard et un 4,2 à M. Charest. Enfin, 81 % des partisans de Mario Dumont croient que le PQ va remporter les élections.

Pour sa part, Claude Gauthier doute que la stratégie adoptée en fin de campagne par le chef libéral lui attire beaucoup de votes : « L'irréversibilité et tout ça, il n'y a plus grand-monde qui achète ça. On ne peut plus faire peur aux gens autant qu'avant avec des référendums. Dans la mesure où M. Cha-

rest semble perdre le contrôle, ça contribue à raffermir l'image qu'on est plus en sécurité avec un gouvernement Bouchard. »

Sortir le vote

On a remarqué lors des élections passées que le vote péquiste était en définitive un peu plus faible que ce qu'avaient prévu les sondages, notamment parce que les jeunes, favorables au PQ, votent en moins grand nombre que leurs aînés. Parmi les personnes âgées de 18 à 34 ans interrogées par CROP cette fois-ci, 9 % concèdent qu'il est peu probable qu'elles aillent voter le 30 novembre, contre seulement 3 % parmi les personnes âgées de 55 ans et plus. Pourtant, on trouve un peu moins d'électeurs péquistes disant qu'ils n'iront pas voter lundi prochain, à peine 4 %, contre 7 % parmi les libéraux.

Les adéquistes sont de toute évidence moins politisés que les sympathisants des autres partis : 64 % d'entre eux disent être peu ou pas intéressés par la présente campagne. On voit que la petite organisation de l'ADQ aura tout un défi lundi : non seulement convaincre les électeurs de voter pour elle, mais surtout les convaincre de se rendre aux urnes.

Un message clair: pas de référendum

Si l'on suppose que les sondages favorables à la souveraineté figurent au premier plan des conditions gagnantes, Lucien Bouchard aura beaucoup à faire pour y parvenir s'il est réélu. Selon la plus récente enquête CROP-La Presse-TVA-Toronto Star, 60 % des Québécois voteraient contre la souveraineté-partenariat si un référendum avait lieu aujourd'hui. C'est dix points de plus qu'au référendum du 30 octobre 1995, alors que le NON l'avait emporté de justesse.

La domination croissante des péquistes dans les sondages n'a donc pas été accompagnée d'une montée de ferveur souverainiste. Au contraire, les appuis au projet de Lucien Bouchard se retrouvent à leur plus bas niveau depuis juin dernier.

Comme c'est le cas depuis plusieurs mois, la grande majorité (63 %) des Québécois affirment qu'ils ne veulent pas de référendum pendant un éventuel prochain mandat du Parti québécois. Seuls les sympathisants péquistes sont favorables à la tenue d'une telle

consultation, et encore par une faible marge (52 % contre 40 % qui sont contre).

Explication de Claude Gauthier, responsable du sondage CROP : « Comme une forte majorité des gens croient que le Parti québécois va gagner, ils sont d'autant mieux placés pour dire à M. Bouchard qu'ils ne veulent pas de référendum, et que s'il en faisait un, il retournerait à la case départ de 1980. Autrement dit : « Faites en pas un tout de suite ! »

Bouchard fédéraliste ?

L'option souverainiste n'obtient l'appui d'aucun groupe socio-démographique de la population québécoise. Par exemple, les francophones sont majoritairement contre (54 %), de même que les jeunes (57 %). Ces données viennent appuyer les résultats du sondage Angus Reid-Radio-Canada, qui faisaient ressortir le voeu des Québécois de voir M. Bouchard travailler à « améliorer la position du Québec à l'intérieur de la fédération canadienne ».

Que comprennent les Québécois quand Lucien Bouchard leur dit qu'il travaillera à établir les conditions gagnantes d'un prochain référendum sur la souveraineté? En gros, la plupart des péquistes croient qu'il y aura « peut-être » un référendum, tandis qu'une forte majorité de libéraux pensent qu'il y aura « certainement » un référendum. Selon le sondeur Gauthier, « il est évident qu'une bonne partie des gens qui s'approprient à voter Parti québécois ne votent pas pour la souveraineté, mais ils achètent la stratégie proposée par M. Bouchard ».

Méthodologie

Les résultats du sondage reposent sur 1003 entrevues téléphoniques effectuées du 19 au 23 novembre 1998. D'un point de vue statistique, un échantillon de cette taille est précis à 3 points près, 19 fois sur 20. La marge d'erreur augmente lorsque les résultats portent sur des sous-groupes de l'échantillon.



98

Intentions de vote au référendum

(19-23 novembre 1998)

	Oui %	Non %	NVP/NSP/PR %
Total (n:1003)	37	55	8
Montréal métro	32	61	7
Québec métro	40	52	8
Autres régions	41	49	10
Francophones	42	48	10
Non-francophones	10	86	4
Hommes	39	54	7
Femmes	35	55	10
18-34 ans	41	53	6
35-54 ans	44	47	9
55 ans et plus	21	68	11

Si un référendum avait lieu aujourd'hui sur la même question que celle qui a été posée lors du dernier référendum de 1995, c'est-à-dire sur la souveraineté assortie d'une offre de partenariat au reste du Canada, voteriez-vous OUI ou voteriez-vous NON?

Infographie La Presse

Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT
MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION
ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF

Votons pour l'enjeu réel

La campagne électorale provinciale qui se termine aura été aussi étrange et aussi dénuée d'intérêt que la campagne électorale de Montréal. La population a le sentiment que les politiciens ont fait campagne en effleurant les sujets qui l'intéressent, en évitant soigneusement de se mouiller vraiment et en contournant la question la plus fondamentale de toutes quant à notre avenir. Pourtant, depuis qu'un des deux grands partis politiques du Québec prône la séparation du Canada, il n'y a pas d'élections ordinaires au Québec. Chaque élection pose la question fondamentale de la possible grande brisure de notre pays.

La vraie question qui se pose, aujourd'hui, n'est pas seulement de savoir si le gouvernement sortant a fait un bon travail ou s'il faut plutôt le remplacer par le Parti libéral de M. Jean Charest. Au-delà de ce premier test, peut-on ignorer le grand voile de confusion dont le premier ministre, M. Lucien Bouchard, entoure la tenue possible d'un référendum et peut-on feindre d'ignorer la menace de séparation qu'il continue de brandir ?

■ ■ ■

Dans son bilan de gouvernement, le plus grand mérite que se reconnaît le tandem Bouchard-Landry est celui de progresser vers le déficit zéro en l'an 2000.

On verra si à terme, l'argent est là. Mais le ménage financier s'est fait aux dépens des établissements de santé, des commissions scolaires, des municipalités et de tous ces corps publics à qui l'État québécois a infligé un pelletage massif de dépenses. Curieux qu'au niveau canadien, les compressions soient des « intrusions fédérales » et qu'au niveau québécois, on parle de projet de société et de solidarité... On se prend pourtant à rêver de compressions au sein des structures de l'État québécois lui-même et de l'abolition d'organismes et de programmes qui, une fois créés, ne sont jamais remis en question. M. Mario Dumont a abordé ce sujet avec raison.

La politique péquiste à l'égard de la région de Montréal a été un échec sur toute la ligne. La création d'un ministère de la Métropole n'a servi qu'à créer une nouvelle bureaucratie provinciale monitorant les structures municipales de la région. Heureusement qu'on a eu la lucidité de ne pas créer en plus la Commission de développement de la métropole qui n'aurait guère eu plus d'utilité que l'Agence métropolitaine de transport. Le gouvernement du Québec a renié ses promesses de pacte fiscal pour Montréal et n'a fourni d'aide à la Ville qu'en faisant main-basse sur des éléments d'actif des Montréalais comme Blue Bonnets et le Biodôme. Le réseau routier montréalais et les ponts entourant l'île craquent.

Le gouvernement du Québec impose aux quatre grandes universités montréalaises un sous-financement chronique et leur interdit d'augmenter leurs frais de scolarité, ne fût-ce que pour compenser l'inflation. Le même gouvernement a fermé neuf hôpitaux dans la région de Montréal et vidé le réseau de 15 000 employés expérimentés.

Le gouvernement continue de tourner la tête lorsqu'on lui signale que 90 000 citoyens de la région de Montréal se sont fait littéralement voler leur vote au référendum de 1995 par l'annulation illégale de leurs bulletins. Le même gouvernement a rétabli la « police de la langue » qui nous a valu d'être ridiculisés à l'échelle du continent par l'émission *60 minutes* et qui traque la dangereuse langue anglaise dans les hôpitaux. Après le référendum de 1995, les vitrines des magasins, recouvertes de papier, ont été les témoins désolants de la grande torpeur dans laquelle le gouvernement péquiste avait plongé le centre-ville de Montréal. De plus en plus de Montréalais ne se reconnaissent pas dans ce gouvernement et dans cette province.

En définitive, le plus grand mérite de M. Bouchard aura été de nous débarrasser de M. Jacques Parizeau, le premier ministre le plus irresponsable que le Québec ait connu.

Quelle sorte de gouvernement de rechange nous promet le Parti libéral du Québec ? Le dernier mandat du gouvernement de M. Robert Bourassa, terminé par M. Daniel Johnson, ne fut pas particulièrement réussi. Leurs budgets ont comporté d'immenses déficits. Leur parti en a payé le prix en 1994. Peut-on espérer mieux de ce parti sous la houlette de M. Charest ?

M. Charest avait plutôt bien commencé sa campagne à ce chapitre, lançant enfin une discussion sur la fiscalité québécoise. Malheureusement, on l'a vu battre en retraite dès que les péquistes l'associèrent à M. Mike Harris — comme si la performance économique de l'Ontario avait quelque chose de honteux. À voir aussitôt les péquistes répliquer en promettant à leur tour des réductions d'impôts, il est manifeste qu'il s'agissait là d'une bonne piste.

M. Charest avait évidemment un excellent filon également avec le dossier de la santé. Il n'est pas difficile de montrer un visage plus convivial que celui de M. Rochon. Mais, à l'évidence, les citoyens ne sont pas sûrs que les gouvernements ont tellement de marge de manoeuvre dans le contrôle des coûts de la santé. Même avec ce dossier lourd, M. Charest a eu de la difficulté à ébranler ses vis-à-vis.

Que ce soit dans le domaine de l'économie, de la santé ou de l'éducation, M. Charest a fait l'effort d'articuler un programme, mais il n'a pas toujours su le défendre avec conviction. Au chapitre constitutionnel, il n'a pas osé vraiment s'aventurer. Enfin, pas plus que M. Bouchard qui traîne encore la vieille garde péquiste, M. Charest n'a pas réussi à attirer dans son entourage des vedettes impressionnantes et à constituer une équipe nouvelle solide.

Bref, la campagne électorale n'a pas permis de faire ressortir une équipe vraiment dominante, qui nous permet à elle seule, de décider de notre vote.

■ ■ ■

L'incertitude politique est malheureusement la vraie question entre toutes qui se pose à nouveau à cette élection. Je sais qu'il n'est pas de bon ton de parler de ce sujet dans les cercles intellectuels québécois. Comme il n'est pas de bon ton de remettre en question le « modèle québécois » qui n'est autre chose en réalité que le vieux modèle passiste de l'intervention de l'État dans l'économie. Mais comment peut-on se fermer les yeux plus longtemps sur le bilan comparatif québécois qui résulte des deux phénomènes ?

Lorsqu'il s'agit de chômage ou de pauvreté, de décrochage ou de suicide chez les jeunes, le Québec est en tête du peloton par rapport au reste du pays et du continent. Lorsqu'il s'agit d'investissements, de nouvelles constructions, de création d'emplois, le Québec vient à la queue. Le revenu moyen des Québécois est inférieur et leurs maisons valent moins cher qu'à Toronto, Vancouver ou Calgary. Les équipements publics sont délabrés. Et les Québécois ont moins d'épargne et de placements. Les jeunes vont chercher leur avenir ailleurs.

Quiconque voyage dans les autres grandes villes du continent peut le constater à l'oeil nu. Le Québec a pris du retard et, malheureusement, continue d'en prendre, année après année. Le constat est dur et désolant. Mais combien longtemps continuera-t-on de se le cacher et de feindre d'en ignorer les causes ? Il y a manifestement un prix à payer pour maintenir le grand nuage noir de l'incertitude politique. Même lorsque les libéraux sont au pouvoir, les

péquistes peuvent se consacrer à plein temps à maintenir la menace bien vivante.

Le deuxième élément qui cloche dans le « modèle » est l'abus de taxes. Au Québec, les politiciens prennent l'argent dans les poches des citoyens, non seulement pour leur fournir les services gouvernementaux habituels, mais aussi pour jouer aux Pères Noël et aux gens d'affaires. Nous sommes parmi les plus pauvres et pourtant le gouvernement continue de mettre la main dans nos poches pour nous « offrir » des programmes sociaux coûteux que des sociétés plus riches que la nôtre ne se paient pas. Pensons à ce nouveau régime d'assurance-médicaments que personne n'avait réclamé.

Partout dans le monde, l'expérience démontre que l'intervention des politiciens dans l'économie est désastreuse. Et pourtant, on continue de voir le ministre des Finances Bernard Landry se porter au secours de tous les Kenworth, utiliser la Caisse de dépôt et placement comme le « slush fund » du gouvernement et financer à coup de 2 milliards \$ les rêves de grandeur de son ami Claude Blanchet à la SGF. Les Tricofils, les Steinberg, les Davie n'ont pas encore servi de leçon.

Si l'État cessait de prendre notre argent pour le donner à dépenser à des apprentis sorciers des affaires ou de la social-démocratie, il nous en resterait tous davantage pour l'utiliser à nos propres fins, que ce soit pour étudier, investir, lancer des entreprises, construire de nouvelles maisons, nous doter de nouveaux équipements, réparer nos écoles, nos hôpitaux et nos rues, bref agir nous-mêmes, créer et faire tourner l'économie... et produire une meilleure base de revenus pour l'État.

■ ■ ■

Le vote de lundi ne porte pas sur l'extension du métro à Laval, sur l'ajout d'une heure de cours au primaire, ou sur les garderies à 5 \$, aussi importants soient ces sujets pour les publics qu'ils touchent. Il porte même sur des enjeux encore plus larges que la performance générale du gouvernement sortant et les perspectives qu'il nous offre au plan économique, durant son prochain mandat. La valse-hésitation de M. Bouchard ne nous laisse aucun choix. Le vote porte sur le prolongement de l'incertitude politique résultant de la menace d'un autre référendum, au cours des quatre prochaines années, ce dont 70 % de la population ne veut pas.

Si vous pensez que le gouvernement a pris au sérieux la création d'emplois. Qu'il a bien géré la réforme des hôpitaux. Qu'il a fait un bon travail pour la région de Montréal. Qu'il ne vous enlève pas trop d'argent sur votre chèque de paie. Qu'il ne fera pas tout pour créer des chicanes avec Ottawa. Que les référendums n'ont pas de conséquences économiques négatives pour les Québécois. Que la séparation du Québec de l'ensemble canadien n'aurait pas de conséquences désastreuses pour notre collectivité. Alors, reportez le Parti québécois au pouvoir.

Mais si vous en avez assez de voir le Québec s'appauvrir, votez pour la seule solution de rechange, le parti de M. Charest. Sûrement que ce parti ne fera pas de miracles du jour au lendemain. Mais il propose les conditions incontournables pour voir le Québec prendre sa place parmi les régions prospères du pays et du continent. Sa position à l'égard du Canada ne fait pas de doute : il veut conserver le Québec au sein du Canada et il ne veut pas d'autres référendums suicidaires. Pour ces raisons essentielles, il faut battre le gouvernement péquiste et voter pour le Parti libéral.

Roger D. Landry
Président et éditeur

OPINIONS

Municipalités: un peu de respect s.v.p.!

MARIO LAFRAMBOISE

L'auteur est président de l'Union des municipalités du Québec.

C'est avec grand étonnement que l'Union des municipalités du Québec a pris connaissance de la réaction du premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, aux demandes répétées des municipalités depuis le début de la campagne électorale, à propos du transfert de 375 M \$ de Québec aux municipalités.

Alors que nous demandions poliment, pour éviter des hausses de taxes, que les partis aient la décence de cesser de valser avec l'argent des contribuables fonciers en faisant des milliards de dollars de promesses, c'est par un tonitruant « Si vous ne voulez pas hausser les taxes, faites comme nous ! » que le premier ministre nous a répondu, au cours d'un point de presse, signalant par là que nous n'avions qu'à gérer avec rigueur. Cette fois, c'en est trop !

Quels que soient les moyens que les partis entendent prendre pour trouver ces milliards, le monde municipal, n'en déplaît, clame haut et fort qu'il devra hausser les taxes en 1999 s'il doit continuer à financer cette ridicule surenchère. Ridicule, parce que par le biais de la facture de 375 M \$, le Québec est la seule province où les contribuables fonciers font un chèque au

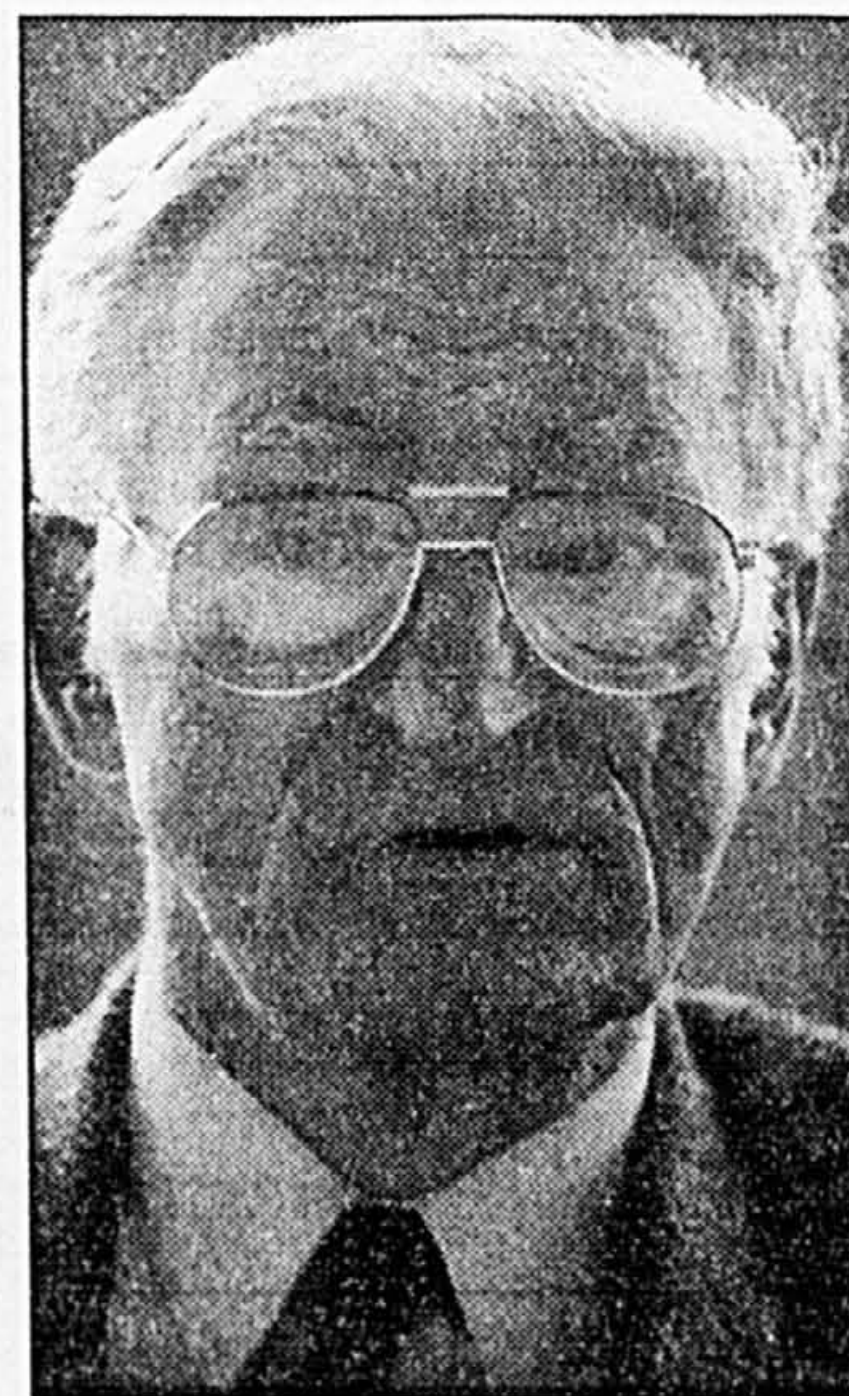
gouvernement qui s'en sert à son tour pour vivre au dessus de ses moyens. Il n'y a pas de quoi se vanter !

L'histoire des relations entre le gouvernement provincial et le milieu municipal, au cours des huit dernières années, est jonché de coups de force à l'endroit des municipalités, le plus souvent sous forme de transferts de factures. Caché sous le couvert de soi-disant réformes, en réalité bien plus orientées vers le délestage sauvage que vers un arrimage de politiques destinées à servir les contribuables, ce pelletage (appelons les choses par leur nom) s'est traduit par un étranglement des finances municipales. En tout, c'est plus de un milliard de dollars de transferts en six ans, soit 11 % du budget total de l'ensemble des municipalités québécoises.

Certes, l'Union des municipalités du Québec a signé une entente, le 23 octobre 1997, par laquelle le milieu municipal s'engage à contribuer à l'assainissement des finances publiques. Le premier ministre Bouchard soulignait à juste titre que tous avaient été mis à contribution et « qu'il n'était pas convenable d'exempter le secteur municipal d'un effort qui a été fait dans tous les autres domaines ». C'est vrai, mais n'oublions pas que la situation l'exigeait. Le premier ministre peut se rassurer, nous ne renierons pas notre signature et nous ne chercherons certainement pas à échapper à nos responsabilités. Toutefois, il est hors de question que « la belle-famille » profite de la campagne électorale pour s'offrir un somptueux banquet à même notre compte de banque !



Mario Laframboise



Claude Ryan

Devons-nous rappeler qu'en matière d'improvisation et bien avant la facture de 375 M \$ (pour 1998-1999), le gouvernement du Parti québécois a déversé dans la cour des municipalités, de 1994 à 1997, pas moins de 400 M \$ en factures (abolition du remboursement de la TVQ, services de la SQ, financement de l'Institut de police de Nicolet, financement de l'Agence métropolitaine de transport et autres) ? Et maintenant, ce même gouvernement vient nous dire que nous devons apprendre à gérer ? Devons-nous aussi rappeler que la même chose s'est produite sous un gouvernement libéral, avec la ré-

forme Ryan de 1992, qui balançait dans notre cour une facture de 300 M \$?

Les tristes épisodes que le PQ et le PLQ ont fait vivre aux municipalités (et donc aux contribuables) dans le passé, nous rappellent qu'elles sont encore et toujours subordonnées aux quatre volontés du gouvernement du Québec et qu'en tout temps, pour quelque raison que ce soit, il peut exiger ce qu'il veut d'elles. La légitimité d'un tel comportement est douteuse lorsqu'on considère que le premier ministre du Québec, quel que soit son comté, est élu à l'Assemblée nationale par un Ains-

grand nombre d'électeurs que le maire de Montréal, de Québec, de Laval ou de toute municipalité de plus de 60 000 habitants !

Au surplus, on ne peut demander aux municipalités de concentrer leurs énergies à survivre à des séismes tous les quatre ans sans freiner le développement des collectivités. Avec un budget global de 9 milliards de dollars, les élus municipaux ne peuvent et ne doivent pas gérer à la petite semaine, au gré des besoins d'un autre ordre de gouvernement s'arrogeant à tout moment le pouvoir de forcer des hausses de taxes locales.

Ce qui nous ramène à la question du respect. Quoi qu'en dise le premier ministre, son gouvernement doit commencer par remplir ses engagements. Au chapitre de la réduction des coûts par le biais des mises en commun de services, il n'a pas livré la marchandise : un manque à gagner de 141M \$ pour les budgets municipaux. En cela, il doit aussi respecter les municipalités qui, elles, ont tenu parole.

Cela dit, l'UMQ estime que l'actuelle campagne électorale a tout de même vu surgir quelques idées intéressantes en matière d'affaires municipales, dont la reconnaissance des municipalités comme palier de gouvernement local autonome et pleinement responsable. À tout cela, il ne manque plus qu'un plan de travail global, incluant un véritable pacte fiscal, afin que le gouvernement cesse de traiter les municipalités avec mépris alors qu'elles ont contribué à l'objectif de réduction de son déficit. De fait, les municipalités constituent l'un des moteurs économiques parmi les plus puissants du Québec. Il faudrait en tenir compte.

Opinions

Bouchard:
les virages
de la raison

DENIS GAUMOND
L'auteur est directeur de service à l'UQAM.

En participant activement aux discussions sur l'union sociale avant et après les élections provinciales au Québec, M. Bouchard est accusé par les forces fédéralistes de tromper les Québécois. Pour ces stratèges, tenter de modifier ou de bonifier la constitution canadienne est contraire à la démarche souverainiste. Leur compréhension du processus d'accession à l'indépendance est telle que seule la confrontation est digne des souverainistes; car ces derniers désiraient se faire un pays par défaut et pour des raisons exclusives de frustrations contre Ottawa ou le Canada anglais.

Il ne leur vient pas à l'idée que les souverainistes se considèrent un peuple et qu'ils désirent, à ce titre, simplement se faire leur propre pays parce que, justement, cela est normal pour tout peuple. N'est-ce pas là la plus grande erreur d'interprétation des fédéralistes? Pourtant, n'ont-ils pas sous leurs yeux leur propre expérience?

En effet, en 1982, par le repatriement de sa constitution de Londres à Ottawa, le Canada est devenu un pays indépendant de l'Angleterre. Sa démarche en a été une de petits pas, de petits gains jusqu'à la victoire finale. Le Canada est devenu alors un pays souverain par son désir pacifique de le devenir, grâce à une approche marquée par de nombreux virages parfois violents dont le plus significatif est l'épisode des « patriotes québécois et ontariens ».

Mais le Canada est essentiellement devenu un pays souverain grâce surtout à des virages pacifiques de négociations et en conservant des éléments importants de partenariat: membre du Commonwealth britannique, conservation de la monarchie légaliste, présence d'images de la reine sur les dollars, etc. Cette approche moderne l'a servi comme elle a servi la cause de nombreux nouveaux pays du monde, ces dernières années. Elle sort de l'ordinaire et des habitudes historiques.

Les États-Unis et de nombreux pays, par exemple, ont fait leur indépendance dans la guerre et la violence. Au Canada, ce fut différent, plus long et à la suite de nombreux virages. Par contre, c'est ainsi que les Canadiens ont compris que leur souveraineté dans la continuité serait bonne pour eux.

Le Québec a choisi la même voie. Quand M. Bouchard adopte la stratégie d'aller chercher tout ce qu'il peut du Canada, il n'en diminue pas moins la ferveur souverainiste. Le fait d'avoir obtenu une grande partie du contrôle de la main-d'œuvre et les commissions scolaires linguistiques n'en est-il pas la preuve? Ainsi, pour les stratèges souverainistes, c'est en devant de plus en plus souverain que la souveraineté du Québec se fera. Pour eux, cette démarche de proche en proche est davantage gagnante car elle démontre aux électeurs le bien-fondé de leur souveraineté et élimine les arguments basés sur la peur et sur la menace. Elle se réfère également à ce que les Canadiens et les Québécois connaissent le mieux: la démarche même du Canada!

Ainsi, comme la vie devient ce qu'elle est, comme le ruisseau devient rivière, comme la rivière devient fleuve, la quête du pays n'est jamais au bout d'une ligne droite. Ce n'est que de virage en virage que de tels miracles se produisent. C'est cela qu'ont compris M. Bouchard et ses stratèges. Cette démarche de recherche, de flexibilité, de souveraineté de proche en proche ne constitue-t-elle pas la mise en place de conditions gagnantes énoncées par le premier ministre? C'est peut-être pour cela, et avec raison, que les fédéralistes craignent tant la tenue d'un prochain référendum... gagnant!

Lettre aux Québécois
à la veille des élections

ROY GREEN

L'auteur est un animateur radiophonique ontarien connu et influent. Il a, entre autres, remporté trois Rubans d'or du Canadian Association of Broadcasters, le prix le plus prestigieux de ce secteur. La lettre qu'il nous a fait parvenir reflète sans doute un sentiment répandu dans le reste du Canada.

Merci du privilège que vous m'accordez en me permettant de m'adresser aux citoyens du Québec par l'entremise de La Presse.

Je vous écris en tant qu'animateur d'un « talkshow » radio reconnu à travers le pays. Je vous écris à titre d'individu qui écoute quotidiennement les opinions non filtrées des Canadiens.

Je vous écris aussi en tant qu'immigrant dont les parents ont, en premier lieu, élu domicile à Montréal où j'ai grandi (et, comme je me plais à le souligner souvent en ondes, où j'ai perdu ma virginité). Au sens propre et au figuré.

Jeune homme, j'ai grandi en comprenant la Révolution tranquille et en vivant l'expérience de la crise d'octobre. J'ai toujours apprécié Montréal, qui était alors la métropole du Canada.

Je me souviens de l'Expo 67 comme ayant été beaucoup plus qu'une simple exposition universelle. En 1967, c'était aussi le centenaire d'une nation. À cela se rattachait la promesse de l'avenir. Un avenir uni. Un avenir pour une nation. Une nation avec une diversité culturelle et linguistique. Une nation avec des problèmes à exposer et des solutions à apporter. Enfin, une nation très énergique, talentueuse et visionnaire.

Cependant, aujourd'hui, je me demande ce que les Québécois décideront, lundi prochain. Je crains que cette décision soit de réélire un gouvernement ayant à son programme de dissoudre le Canada.

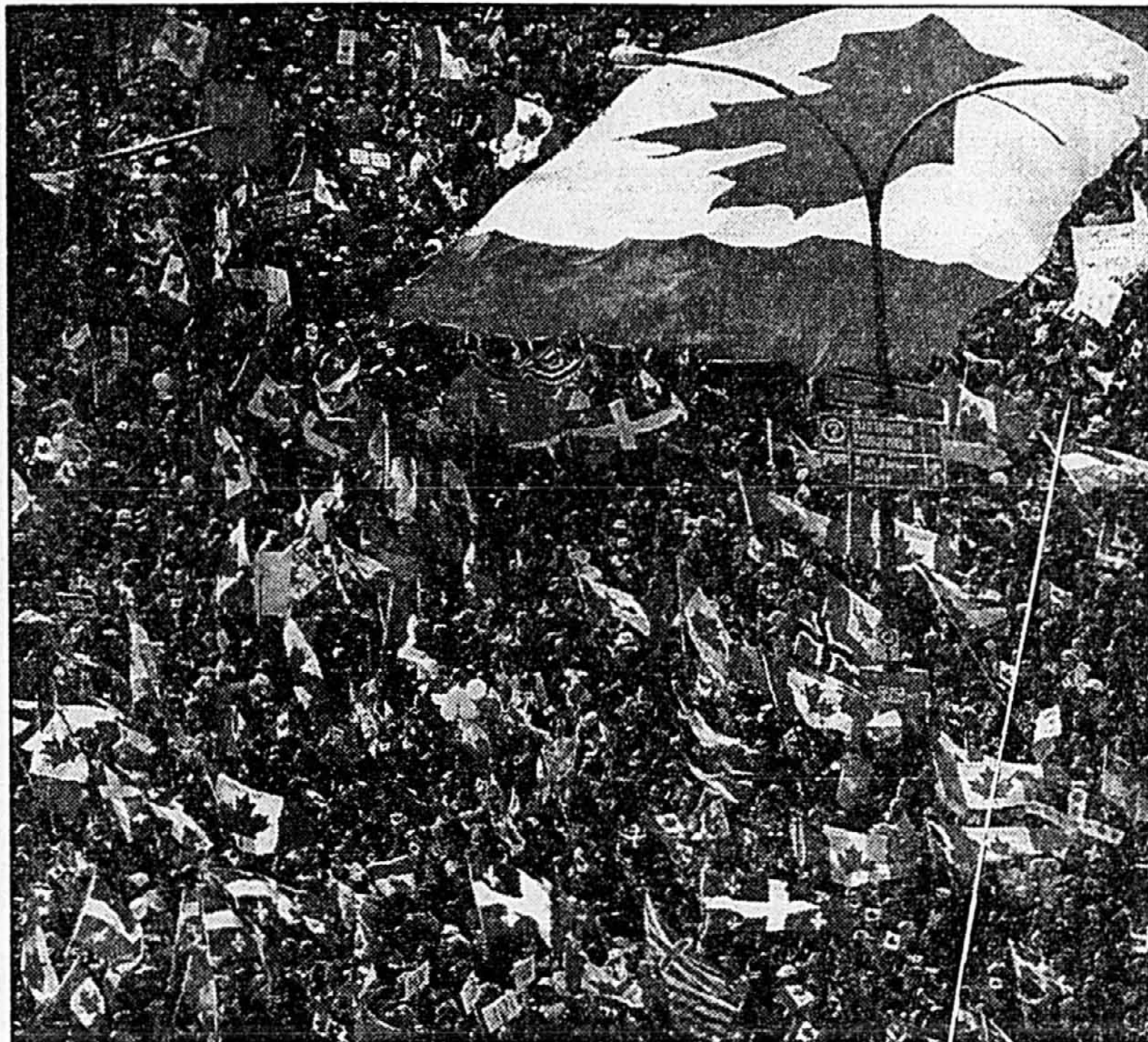
J'invite les Québécois à voter contre ce projet. Non pas en tant que « nez fourré partout » mais bien en tant qu'individu qui aime son pays d'un océan à l'autre.

Aux Québécois, je dis de se méfier des promesses de M. Bouchard lorsqu'il dit qu'il veut entreprendre de nouvelles négociations avec le Canada.

Prêtez également attention aux voix des autres Canadiens qui affirment de plus en plus clairement qu'ils s'opposent toujours à un tel arrangement.

Les voix qui appuient la notion d'un Québec distinct ne veulent pas nécessairement participer à une quelconque fédération économique et politique. Que cela s'appelle souveraineté-association ou autre chose. Parce que les messages répétés aux Québécois que nos désirs, nos espoirs, nos souhaits et nos aspirations sont personnellement et nationalement identiques.

Nous aussi, nous voulons des familles en santé, détenant un travail, jouissant



La lettre de M. Green fait penser à la grande manifestation en faveur de l'unité canadienne, qui avait eu lieu à la Place du Canada, quelques jours avant le référendum de 1995.

d'excellents programmes sociaux pour protéger la santé et le mieux-être des gens. Que vous soyez nés au Québec, que je vive en Ontario, que d'autres soient citoyens du Manitoba, de la Colombie-Britannique, du Nouveau-Brunswick ou de l'Île-du-Prince-Édouard, nos aspirations sont identiques.

Il serait faux de croire que pour nous, Ontariens et autres Canadiens, la Constitution dans son état actuel nous satisfait. Nous voulons des changements, tout comme vous au Québec, tout comme nos frères et sœurs à travers le Canada.

En travaillant ensemble, nous pourrions effectuer ces changements. Ainsi, le sang, la sueur et les larmes versés pour construire ce beau pays ne l'auront pas été en vain.

Si nous déchirons la structure de notre société, nous serons tous perdants, tant le Québec, que l'Ontario et le reste du Canada.

Nous tomberons alors sous l'influence des États-Unis. Une influence qui, même si elle demeure non désirable, serait plus aisée à vivre pour le reste du Canada que pour le Québec.

Notre dollar s'affaiblira davantage. Nos économies collectives et individuelles en souffriront. Nos programmes so-

ciaux et nos soins de santé diminueront. Notre avenir sera divisé et amoindri.

Aux gens du Québec, je dis: « Oui, vous êtes un peuple. Distinct, fier, talentueux, cosmopolite. »

Nous aussi, en Ontario, nous sommes ainsi et avec les mêmes qualités.

Je ne désire pas perdre mes frères et mes sœurs. Je désire plutôt grandir avec vous. Voir nos enfants grandir et, ensemble, les voir prospérer dans un Canada meilleur. Nous leur devons cela, tout comme nous devons beaucoup à ceux qui nous ont précédé et qui nous ont donné ce Canada.

Nous avons nos différences. Nous avons nos distinctions. Nous avons le potentiel d'un avenir grandiose.

Votre décision, lundi prochain, aidera beaucoup à sceller une alliance/amitié dans les coeurs et les pensées de vos compatriotes, dans le reste du Canada.

Si vous suivez la voie de la séparation, vous briserez le lien de confiance qui nous unit toujours. Vous nous aurez alors dit que vous préférez l'option de la séparation.

Si vous croyez que le reste du Canada acceptera les ultimatums livrés par ceux que vous aurez crus et élus, cela relève d'une pure folie. Nous n'accepterons pas cela au Canada anglais!

Dans cinq ans, il sera peut-être trop tard...

ÉMILE BOUDREAU
L'auteur est un ancien leader syndical de la FTQ, maintenant à la retraite.

Depuis que je suis membre du Parti québécois, c'est-à-dire depuis 1968, j'ai toujours dit que si le Québec décidait aujourd'hui d'affirmer sa souveraineté, il faudrait s'asseoir demain matin avec le reste du Canada pour négocier une véritable confédération sur la base d'États souverains. La « séparation » ne pourrait être considérée que si le Canada anglais refusait de négocier ou si les négociations échouaient irrémédiablement.

J'ai souvent comparé la question de l'affirmation du Québec à la négociation d'une convention collective en relations de travail: on commence par se donner un statut représentatif en réunissant les conditions nécessaires (la majorité) pour l'obtention d'un certificat de reconnaissance syndicale, on formule nos revendications, on négocie, et si les négociations échouent, on déclare la grève... ou bien on ravale honteusement nos revendications.

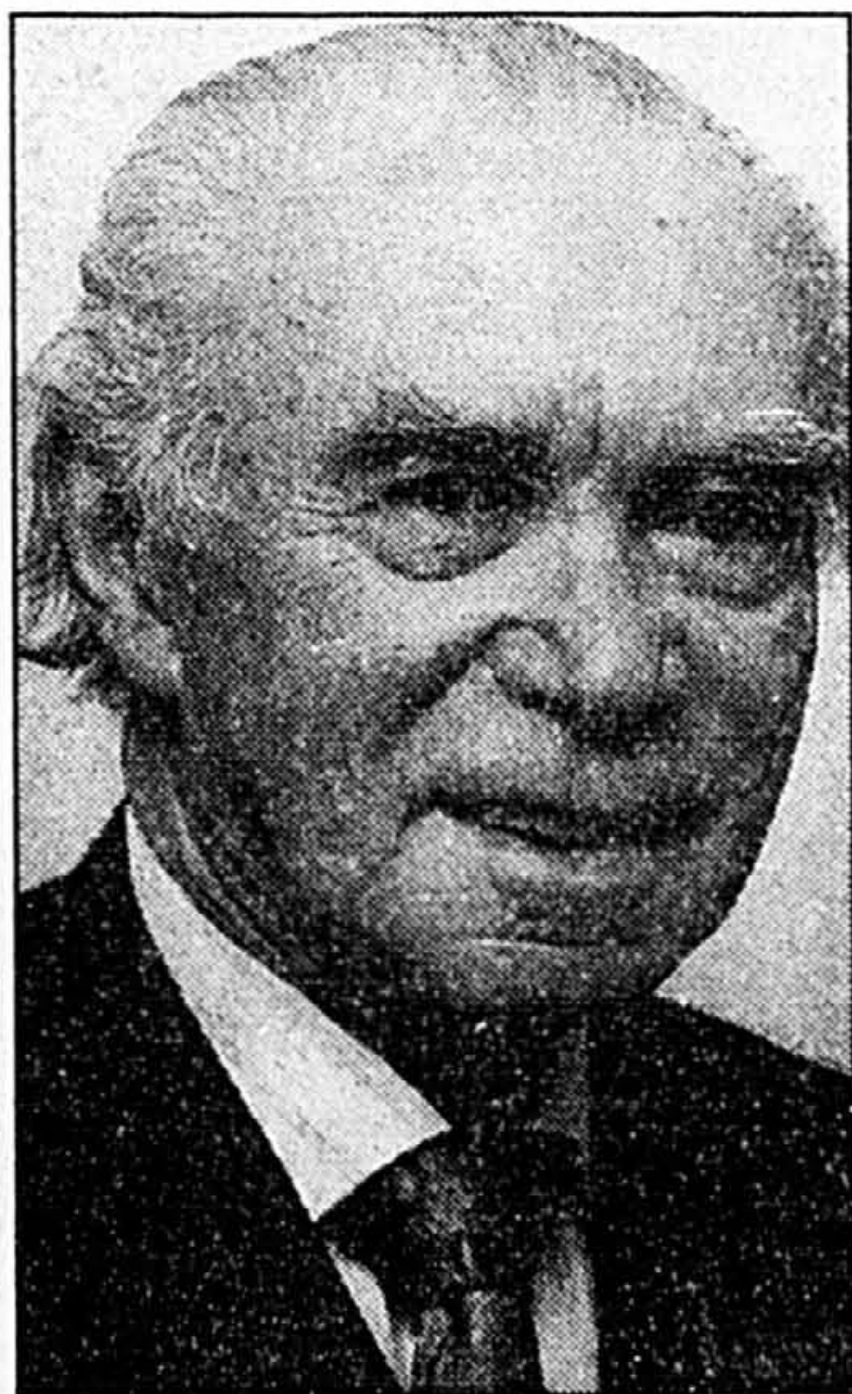
Dans l'élection en cours, qui met surtout en jeu le statut futur du Québec, les positions respectives des partis qui s'opposent sont très claires. Il est indispensable de les examiner soigneusement.

La position du Parti libéral a été clairement exprimée par monsieur Charest: « On n'en veut pas, de référendum! On n'en veut pas, de souveraineté » C'est un peu incroyable, mais c'est exactement ce qu'il a clamé à la télévision, il y a quelques jours. Donc, le Québec renonce à son droit de grève; il a le même statut que toutes les autres provinces; il arrache ce qu'il peut dans les conférences fédérales-provinciales où c'est toujours le grand frère fédéral qui a le dernier mot. Pour la majorité des anglophones, c'est le régime idéal: un gouvernement central fort et des provinces qui tentent tant bien que mal de préserver, dans leurs territoires respectifs, leur droit de légiférer dans les domaines qui leur sont dévolus par la constitution. Si elles ne le font pas à son goût, c'est le fédéral qui

impose. J'ai vécu cela à l'intérieur d'un parti à l'époque où j'étais secrétaire d'un NDP-Québec dont le grand-frère fédéral n'acceptait même pas qu'on parle d'autodétermination. C'est aussi un choix que certains francophones voudront favoriser. Je ne les comprends pas, je les plains, mais je reconnais que c'est leur droit. Un grand Canada uni from coast to coast, avec ses belles montagnes rocheuses, parfaitement (?) bilingual, ça peut être tentant!

Du côté de l'ADQ, on favorise la négociation. « La Cour suprême l'a dit », répète ad nauseam son chef Mario Dumont. Mais on accorde un moratoire de 10 ans au vis-à-vis fédéral. C'est comme si, en relations de travail, on disait au patron: « Voici nos revendications, vous avez l'obligation d'en discuter avec nous... Le Code du Travail le dit... Mais de toutes façons nous nous engageons à ne pas faire la grève avant 10 ans. » C'est là une position porteuse de promesses de toute une série de Charlottetown et de Calgary mais qui ne risque certainement pas de déboucher sur un règlement équitable. D'autant plus que l'ineffable Mario ne nous dit même pas ce qu'il entend faire dans 10 ans, ou même avant, pourrait-on espérer, si le Canada anglais, comme c'est probable qu'il le fera, nous envoie promener chaque fois que nous lui quémardons des « concessions » qui soient le moins significatives.

J'ai dit que certains voudront, de bonne foi, favoriser l'option proposée par le Parti libéral. Par contre, je ne parviendrai jamais à comprendre que quelqu'un puisse, en toute bonne conscience, favoriser cette option Allaire-Dumont qui présume au départ, et pour les dix prochaines années, de la bonne foi « patronale » dans de problématiques négociations à venir, en s'appuyant sur le pieux propositions de notre Tour de Pise superféderale. À mon avis, c'est carrément de l'in-



Émile Boudreau

fantilisme et du suicide politique. Que certains jeunes qui me paraissent sincères s'en fassent un dogme, presque une religion, cela dépasse mon entendement.

Le Parti québécois préconise, lui aussi, la négociation d'un nouveau pacte, un pacte qui pourrait fort bien s'avérer « confédératif ». Cependant, il veut négocier à partir du seul statut qui ferait du Québec un interlocuteur valable, c'est-à-dire à partir d'un statut de souveraineté qui ne pourrait être contesté par quiconque parce que le peuple du Québec se le serait décerné à lui-même, très démocratiquement, par le moyen d'un référendum auquel auraient participé tous les Québécois, de quelque origine ethnique qu'ils soient.

Lucien Bouchard, conformément à une position obtenue à l'arraché lors du dernier conseil général du PQ, promet qu'il n'y aura pas de référendum tant et aussi longtemps que les conditions ne seront pas réunies pour que ce référendum soit gagnant. Certains prétendent ne pas comprendre ce que cela veut dire, un référendum gagnant. C'est pourtant bien simple. Les négociateurs syndicaux le savent très bien lorsque les conditions sont réunies pour qu'un vote de grève remporte l'adhésion de leurs membres. Cela se sent, lorsque les conditions sont réunies pour faire qu'un vote de grève (ou un référendum), s'il était tenu, serait gagnant. D'ailleurs, les patrons le savent, eux aussi, et ce n'est souvent qu'à ce moment-là qu'ils acceptent de se mettre à table et de négocier sérieusement. Ce sera exactement la même chose pour le Canada anglais.

C'est d'ailleurs arrivé à plusieurs reprises dans le passé que les conditions pour un référendum gagnant ont été réunies. Par exemple, immédiatement après la déconfiture de Meech, alors qu'un compromis boiteux pour le Québec avait été atteint, et bien que ce

minimum des minimums avait été « scappé » par la trahison de Terre-Neuve et la plume d'aigle agitée nerveusement (et naïvement) par un autochtone-député de l'Ouest canadien. Si, alors, Bourassa avait eu le courage d'agir selon la logique de ses propres déclarations et de décréter un référendum, il aurait été gagnant avec un pourcentage tel que même Stéphane Dion n'aurait pas pu en nier la validité.

Aujourd'hui, à l'émission *Au midi-quinze*, à Radio-Canada, une dame se demandait pourquoi les trois partis en présence ne se mettraient pas d'accord pour tenir un référendum. Quelque soit le parti au pouvoir, cela donnerait beaucoup plus de poids aux revendications légitimes du Québec, disait-elle. Illogique? Et pourquoi donc?

Pour ce qui est de l'avenir du Québec, l'élection du 30 novembre prochain sera probablement l'élection de la dernière chance. Ce sera celle qui nous permettra de tenir un vote de grève (référendum) lorsque les conditions seront gagnantes, (parce qu'ici, il faudra que le vote de grève précède les négociations), ouvrant ainsi la porte à des pourparlers d'égal à égal pour bâtir un régime basé sur un partenariat négocié entre deux entités souveraines, ou ce sera celle qui consacrera, à jamais j'en ai bien peur, notre statut de « province comme les autres » dont les spasmes « nationaux » ne seront plus considérés que comme du folklore éculé.

Dans cinq ans, il sera peut-être trop tard. Dans dix ans, n'en déplaise à tous les Mario de ce monde, ce sera de l'histoire ancienne! Quoi qu'en disent Charest et ses cohortes, l'élection du 30 novembre ne sera pas une élection référendaire. Ce sera tout simplement la permission que nous nous donnerons à nous-mêmes de servir au Canada anglais un avertissement disant que notre désir d'exister comme nation souveraine doit être pris au sérieux et qu'il doit négocier de bonne foi. Si un tel avertissement ne suffit pas, ou si les négociations échouent, nous devons alors décider, par un autre référendum, probablement, si nous ferons la grève, c'est-à-dire si nous proclamerons unilatéralement notre indépendance. Si nous n'avons même pas le courage d'au moins servir ce premier avertissement à nos « partenaires » du Canada anglais, ayons au moins celui d'accepter d'être « une province comme les autres ». Cessons de parler de négociations et votons Charest... parce que serait trop bête de voter Mario!

Le pot et les fleurs pour Charest

MARTIN PELCHAT

C'était une journée consacrée en bonne partie aux femmes, hier, dans la tournée du chef libéral Jean Charest, et elles lui ont décerné sans ménagement le pot, le matin... et quelques fleurs, le soir.

Le pot est venu en matinée de la présidente de la Fédération des femmes du Québec, Françoise David, qui a déploré le manque de préparation et de sensibilité du leader libéral.

« Sur la majorité des demandes que M. Charest avait reçues il y a maintenant trois semaines, de toute évidence, les réponses n'étaient pas prêtes au moment où il est entré dans la salle, a lancé Mme David après sa rencontre avec M. Charest. J'ai été étonnée de voir le manque de préparation du chef du PLQ. »

« Bien sûr, en cours de route, M. Charest a acquiescé à la majorité des demandes. C'est de bonne guerre. Mais on a quand même été frappées par le manque de préparation, donc par une forme de manque de sensibilité. M. Charest a visiblement un certain nombre de choses à apprendre en ce qui concerne la condition féminine. »

La veille, Mme David avait rencontré Lucien Bouchard et l'avait dénoncé parce qu'il a refusé de s'engager à étendre la clause d'appauvrissement zéro à tous les prestataires de l'aide sociale. La clause actuelle, instaurée par le PQ, protège les bénéficiaires inaptes au travail.

Jean Charest non plus ne s'est pas engagé sur la clause d'appauvrissement zéro, a noté Mme David. « Cependant, on doit reconnaître sur certains points, et là c'est un



Quand un journaliste lui a demandé hier sa prédiction sur le résultat du combat de boxe Hilton-Ouellet de vendredi, Jean Charest n'a pu s'empêcher de blaguer.

PHOTO PC

peu le monde à l'envers, qu'il promet davantage que le PQ. »

« Il est plus ferme sur la question d'une réduction sensible du coût de l'assurance-médicaments pour les personnes assistées sociales, a-t-elle ajouté. Il veut revoir la situation des mère monoparentales à l'aide sociale. »

Mais Mme David est sceptique : « Nous ne pouvons oublier les neuf ans du Parti libéral, où on a connu les premières réformes de la sécu-

rité du revenu, sous MM. Bourbeau et Paradis. »

La fédération ne favorisera donc aucun parti. « Des deux côtés, la question de la pauvreté, qui devrait être l'urgence nationale, ne l'est pas. » Et si le PQ est mieux préparé et que ses leaders « ont pris plus au sérieux les demandes des femmes », leurs réponses sont loin d'être toutes satisfaisantes, juge Mme David.

« Je ne m'attendais pas à ce que

Mme David prenne sa carte du PLQ ce matin », a commenté M. Charest, qui estime que « sur le fond », ses réponses allaient « dans le sens de ce que cherchait la fédération ». Ces réponses « sont le fruit d'un travail de longue haleine à l'intérieur du PLQ », s'est-il défendu.

Vive les partisans

Jean Charest a trouvé un auditoire beaucoup plus « réceptif » en soirée au marché Bonsecours, à Montréal, pour un premier ralliement partisan féminin de la campagne libérale. Quelque 1200 militantes ont assisté à cet événement où 14 des 30 candidates libérales au Québec étaient présentes.

L'épouse de M. Charest, Michèle Dionne, a pris la parole et plaidé en faveur de l'équité salariale. Depuis le début de la campagne, les enseignants essaient en vain d'arracher aux chefs des engagements en faveur des demandes de la CEQ à cet égard, qui totalisent 800 millions. « J'aime bien le mot équitable, comme dans équité salariale... N'est-ce pas Jean ? » a lancé Mme Dionne.

M. Charest a ensuite déridé la salle en comparant le gouvernement Bouchard, qui a, dit-il, « perdu son chemin », au mari entêté qui, conduisant sa voiture, refuse de reconnaître devant sa femme qu'il s'est perdu et de s'arrêter pour prendre des renseignements. « Non je ne suis pas perdu ! »

— Il y a des gens pauvres qui souffrent...

— Ils souffrent pas ! Je sais où je m'en vais !

« L'équipe actuelle n'est pas capable de nous amener à destination », a conclu M. Charest. « J'invite les femmes du Québec à prendre le volant, à peser sur l'accélérateur. »

Notes de campagne

Le PQ se méfie des tartes

■ Lors de l'assemblée de solidarité des péquistes organisée pour leur consœur Marie Malavoy, avant-hier à la belle vieille salle de cinéma Granada de Sherbrooke, le reporter de *La Presse*, que le service d'ordre n'avait pas reconnu, a subi une fouille en règle.

« Déposez vos bagages et ouvrez-les », s'est-il fait dire comme s'il venait de changer de pays. S'étant aperçu que le méchant suspect n'était qu'un brave journaliste, on s'est excusé de la méprise.

« Mais qu'est-ce vous cherchez au juste », a tout de même demandé notre curieux collègue.

« Des tartes ! » lui a-t-on répondu le plus sérieusement du monde. Jacques Parizeau s'étant fait enterrer au cégep Ahuntsic et Lucien Bouchard y ayant échappé de justesse à Jonquière, les péquistes ont décidé de se prémunir contre le seul ennemi encore capable de faire dérailler leur express électoral.

Un triplé pour Françoise David

■ Peu importe le résultat des élections de mardi, Françoise David sera en bonne position pour apostropher les chefs des trois principaux partis, qu'elle a traités de façon identique, c'est-à-dire sans aucun ménagement.

Après avoir rencontré le premier ministre Bouchard, la présidente de la Fédération des femmes du Québec a en effet conclu qu'il se trompait d'adresse en s'identifiant à la compassion et à la social-démocratie. M. Bouchard n'a pas apprécié et a mis un certain temps à retrouver son humeur de gagnant.

Puis, après sa rencontre avec Jean Charest, Mme David s'est dite étonnée de voir qu'il était mal préparé et a déclaré que cette méconnaissance des dossiers laissait transpirer un manque d'intérêt. Jean Charest n'a pas apprécié et a rétorqué qu'il ne s'attendait pas à ce que Mme David, qui avait appuyé le OUI au référendum de 1995, prenne sa carte de membre du Parti libéral.

Faut-il en conclure que seul le jeune Mario Dumont a trouvé grâce auprès de la timonière du bateau des femmes ? Que non ! Elle a déjà dit qu'il était un vieil homme camouflé dans un corps de jeune. M. Dumont n'a pas cru bon réagir.

Internet les bat tous

■ La tendance des sondages favorables à Lucien Bouchard se maintient. Notre sondage CROP démontre aujourd'hui que le Parti québécois a encore accru son avance sur les libéraux.

Voici que les deux sondages effectués sur Internet atteignent encore de plus hauts sommets.

Le sondage d'Index Québec accordait hier soir 50 % au PQ, 32 % cent au PLQ, 15 % à l'ADQ et 3 % d'indécis. Comme la plupart des 1310 votants d'Index Québec sont des francophones, on y retrouve le même écart entre péquistes et libéraux que celui constaté par les maison de sondage.

Le sondage du professeur Richard Janda donnait, aussi hier soir, 68,8 % au PQ, 22,7 % au PLQ, 3,4 % à l'ADQ et 3,4 % aux autres partis.

Pourquoi donc ce sondage, dont 15 % des 388 votants sont anglophones, donne-t-il plus de 40 % d'écart en faveur du PQ ? Le professeur Janda croit que plusieurs visiteurs sont venus contester son livre sur la partition, présenté aussi sur Internet. Ce sera incidemment une des rares fois durant la campagne où sera apparu le mot partition, qui avait fait tant de bruit chez les Anglo-Québécois depuis le référendum de 1995.

Index Québec
www.votez.com

Pas de réponse, pas de question

■ Les organisateurs libéraux avaient enfin réussi hier à contrôler le déroulement de la rencontre de Jean Charest avec la chambre de commerce de Laval. On y a présenté à deux reprises les cinq candidats libéraux de Laval et personne n'a prononcé une seule fois le mot métro. M. Charest n'a donc pas eu à expliquer sa réaction du début de campagne : « Ce gouvernement qui n'a pas d'argent pour les hôpitaux en trouve pour construire un métro. » Remarque funeste s'il en fut à Laval, où tout le monde est bien content de voir venir le métro.

Gérald LeBlanc

Des retraités en Floride peinent à voter

La Presse et PC

Le Parti libéral du Québec tient le Directeur général des élections responsable de ce qu'un certain nombre de Québécois séjournant en Floride ne pourront vraisemblablement pas voter à temps pour les élections de lundi, malgré leur intention ferme de le faire.

Au nom du PLQ, Joel Gauthier et Me André Dugas ont sommé le DGE, hier en conférence de presse, de recourir à des moyens extraordinaires pour faire en sorte que les 13 840 électeurs québécois en Floride qui se sont inscrits puissent exercer utilement leur droit de vote.

À défaut de quoi, les représentants du PLQ n'écartent pas la possibilité de se tourner vers les tribunaux pour réclamer une injonction.

Au bureau du DGE, on dit étudier la demande du PLQ. Mais *La Presse* a appris que des fonctionnaires suivent déjà de près les démarches entreprises par la station Radio Floride (affiliée à CKAC), qui envisage un remède pour le moins inusité. Pour permettre à ses auditeurs d'exprimer leur choix à temps, la station s'est associée à un

gros restaurant chinois, à un vendeur de vitamines et à la multinationale ATNT pour financer le retour en bloc, et par Federal Express, des bulletins qui auront été reçus à la dernière minute. Plutôt que de payer eux-mêmes une compagnie de courrier privée, les électeurs n'auraient qu'à déposer leur bulletin dans l'un des trois « points de chute » prévus : à Fort Lauderdale, Sunrise ou Davie.

« Le bureau du DGE a téléphoné tantôt pour confirmer qu'on ferait cela », a déclaré à *La Presse* l'animateur Gérald Edwards.

Interrogé à ce sujet, l'agent d'information Bernard Régnard a répondu que « tout était ouvert », sans « confirmer ni infirmer » la possibilité que le DGE se mêle du processus et paie le transport des

bulletins à la place des « commanditaires » américains.

« C'est la responsabilité des électeurs de retourner leur bulletin », a-t-il ajouté.

Au cours des derniers jours, près de 350 personnes auraient signalé au PLQ ne pas avoir reçu leur bulletin de vote. Comme plusieurs ont dit connaître quelques personnes autour d'elles dans un cas semblable, M. Gauthier estime à un millier le nombre de personnes touchées. Les porte-parole du parti ont fait remarquer que le service postal américain ne fonctionnera aujourd'hui, jour de l'Action de Grâce.

Délai jusqu'au 7 décembre

Le PLQ propose au DGE d'accorder un délai aux électeurs québécois de Floride et de considérer comme valide tout vote posté avant le 30 novembre à 20h et reçu au bureau du DGE avant le 7 décembre à 18h.

La reconnaissance officielle de l'élection d'un candidat pourrait se faire tout de même dans la mesure où la majorité obtenue est supérieure aux nombres d'électeurs hors Québec inscrits, a fait valoir M. Gauthier. À titre d'exemple,

dans la circonscription de D'Arcy McGee, il y a 1209 électeurs séjournant en Floride qui ont indiqué leur intention de voter, 529 dans Bertrand, 242 dans Argenteuil et 173 dans Groulx.

Si cette première proposition ne convient pas au DGE, le PLQ suggère la tenue d'une campagne de publicité en Floride et la tenue d'un vote à cinq endroits stratégiques. Sur les 17 000 électeurs hors Québec inscrits (dont 13 840 séjournant actuellement en Floride), 8000 ont déjà retourné leur bulletins de vote, selon le DGE.

Selon le porte-parole Régnard, les bulletins de vote ont été confiés à des entreprises privées de livraison de courrier. Il y a eu trois envois. « Le livreur y allait une première fois. S'il n'y avait personne, il devait laisser une carte indiquant le moment de son prochain passage. On a demandé aux livreurs de retourner une troisième fois et de laisser le bulletin même si les gens n'y étaient pas. »

Selon Me Dugas, « le DGE ne peut pas dire que son travail est fait parce qu'il a transmis à un mandataire ».

L'absence de Garon stimule les libéraux

GILLES NORMAND
LÉVIS

Encouragée par les sondages qui placent le Parti québécois largement en avance dans la région de Québec, l'avocate Linda Goupil continue à faire campagne à un rythme d'enfer, rencontrant de 300 à 500 personnes par jour.

La candidate du PQ aspire à remplacer le nouveau maire de Lévis, Jean Garon, qui a représenté cette circonscription durant 22 ans à l'Assemblée nationale. Elle n'a pas sollicité l'aide de son prédécesseur, ce dernier ne le lui a pas offert non plus... pas même un appui public.

« Je suis une grande fille. Je ne veux pas chausser les souliers de M. Garon, je suis plus à l'aise sur mes talons hauts. J'ai une bonne organisation, nous travaillons très fort et ça va très bien », explique l'avocate de 37 ans, en rappelant que M. Garon en a eu plein les bras avec sa récente campagne à la mairie de Lévis.

Mme Goupil souligne cependant que M. Garon avait indiqué sa préférence pour que ce soit une femme qui brigue les suffrages pour le PQ. Le maire de Lévis, lui, explique qu'il ne s'est pas activement mêlé des campagnes de Denyse-Carrier Perreault, dans Les-Chutes-La-Chaudière, en 1994, ni de celle du bloquiste Antoine Dubé par la suite. « Je n'ai pas voulu qu'ils sentent que je regardais par-dessus leur épaule », dit-il.

Mme Goupil fait campagne sur



Linda Goupil

la nécessité de sauver la Davie et fait la promotion de l'intégration du transport en commun entre la rive sud et la rive nord de Québec, sur les besoins des aînés, etc.

Le principal adversaire de Mme Goupil est un médecin de 43 ans, Daniel Deslauriers, de Breakeyville, dans une circonscription voisine. On se souvient surtout de lui pour avoir présenté Jean Charest comme « le futur premier ministre du Canada », lors de son assemblée d'investiture. Il fait beaucoup de porte-à-porte, fait des tournées de groupes. Il fait campagne sur la survie du chantier maritime de la Davie et, pour le reste, il dénonce la réforme de la santé et parle d'économie. Il soutient que « l'hypothèque référendaire » contribue à l'appauvrissement des Québécois.

Son organisateur principal, Jacques Rhéaume, estime que la campagne libérale va très bien et il soutient que les pointages du parti placent son candidat en avance sur

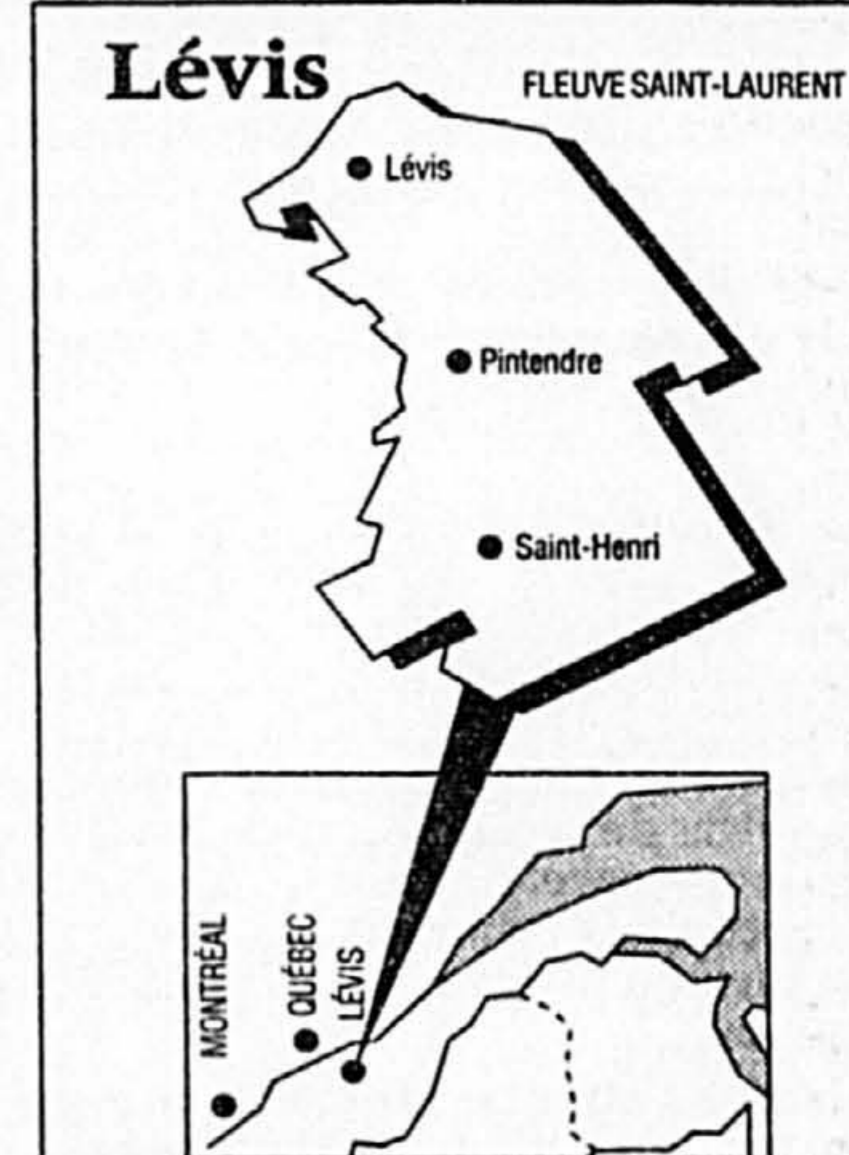


Daniel Deslauriers

la péquiste Linda Goupil. « Le phénomène Garon ne joue plus dans le comté et nous avons un bon candidat qui est aussi connu que Mme Goupil », explique-t-il. Selon lui il y a un nombre incroyable d'électeurs indécis dans cette circonscription.

M. Rhéaume précise que le départ de Jean Garon et l'arrivée de Jean Charest à la tête du PLQ ont changé considérablement la donne dans Lévis. « Avant, il fallait traîner le monde pour qu'ils viennent travailler. Maintenant, les gens viennent offrir leurs services. C'est encourageant. »

La majorité du péquiste Jean Garon, en 1994, était de près de 13 000 voix. Au référendum, le OUI l'a emporté dans une proportion de 56,5 %. Il y a la une côte énorme à remonter pour Daniel Deslauriers s'il veut représenter le comté à l'Assemblée nationale. Quant au candidat de l'ADQ, Nelson Michaud, on n'en entend à peu près pas parler.



Infographie La Presse

Élections 98

Bouchard veut une conférence sur l'union sociale

Le chef péquiste courtise les fédéralistes en emboîtant le pas à Roy Romanow

KATIA GAGNON
SAINTE-MARIE-DE-BEAUCE

Même s'il refuse de commenter les résultats d'un sondage qui montre que les trois quarts des Québécois désirent qu'il s'emploie à améliorer la fédération canadienne, Lucien Bouchard continue d'arpenter les plates-bandes fédéralistes. Il se joint maintenant à son homologue de la Saskatchewan pour demander que se tienne, après les élections québécoises, une conférence fédérale-provinciale sur la question de l'union sociale.

Sans réclamer explicitement une telle rencontre avant d'être élu — « je vais attendre lundi pour poser des gestes de premier ministre », dit-il — M. Bouchard s'empresse cependant d'acquiescer aux propos de Roy Romanow, qui disait hier qu'une conférence avec le fédéral et les provinces devrait suivre les élections québécoises afin de s'atta-

quer à l'épineux dossier de l'union sociale.

« J'ai déjà dit que ça presse, qu'il y a péril en la demeure. Je suis convaincu que le premier ministre qui sera élu au Québec va devoir poser des gestes dans le sens souhaité par M. Romanow », a lancé M. Bouchard. « M. Romanow confirme exactement ce que je dis depuis une semaine », ajoute le premier ministre avec un sourire de satisfaction.

Visiblement, à quatre jours des élections, M. Bouchard cherche à se faire rassurant pour les électeurs à tendance fédéraliste qui seraient tentés d'accorder leur vote au PQ. Dans une entrevue au *Point*, il évoque « le modèle européen » de souveraineté, se référant même à l'ancien premier ministre Robert Bourassa qui, dit-il, « pensait beaucoup à ces choses-là ».

Les déclarations du premier ministre de la Saskatchewan ont d'ailleurs fourni à Lucien Bouchard un nouveau tremplin pour attaquer son adversaire libéral, qui réclame, lui, quatre ans pour négocier l'union sociale. « Il va être trop tard dans quatre ans. Toutes nos juridictions vont être érodées dans

quatre ans. Comment est-ce que M. Charest peut dire cela alors que même les autres provinces sont d'accord pour dire que ça presse ? » dit-il. « Le fédéral serait trop heureux de voir arriver un premier ministre si faible au Québec. »

Devant une assemblée de militants du comté de Lotbinière, M. Bouchard a vivement répliqué à Jean Charest, qui demandait hier aux électeurs de faire l'essai du gouvernement libéral pendant quatre ans pour ensuite, si besoin était, revenir à la proposition péquiste de souveraineté.

« M. Charest dit aux Québécois : vous ne voulez pas m'engager de façon permanente, prenez-moi en probation. Le problème, c'est que la probation dure quatre ans. On ne veut pas essayer des gens qui ne sont pas prêts. Qu'ils aillent se préparer et il y a une place pour ça, c'est l'opposition », a tranché M. Bouchard, qui qualifie ironiquement son adversaire « d'apprenti premier ministre ». Lucien Bouchard refuse cependant obstinément de commenter de quelque façon que ce soit les résultats du dernier sondage Angus Reid, qui indiquait hier que près des trois quarts des Québécois estiment que le chef péquiste devrait s'employer à améliorer la fédération plutôt qu'à mettre en place les conditions gagnantes d'un référendum.

« Ce n'est pas mon propos d'analyser les sondages. Je suis très fier de ne pas l'avoir fait jusqu'ici et je bande mes forces pour continuer de le faire », dit-il. « J'entends m'assurer qu'un référendum sur la souveraineté va refléter une majorité de Québécois parce que ça prend une majorité pour gagner », se borne-t-il à déclarer.

Bouchard n'est pas l'initiateur de l'union sociale, réplique Dion

GILLES TOUPIN
du bureau de La Presse, OTTAWA

Le ministre Stéphane Dion n'a pas voulu se laisser entraîner sur la pente savonneuse érigée la veille par Jean Charest, qui affirmait que la séparation du Québec était « irréversible » si Lucien Bouchard était élu.

Non, l'élection d'un gouvernement Bouchard à Québec serait « irrévocablement la continuité d'un débat fondamental sur notre avenir », s'est contenté de dire M. Dion avec grande prudence.

Le ministre des Affaires intergouvernementales a donc quelque peu amenuisé les propos du chef libéral québécois tout en s'efforçant de lui être de quelque secours. Une victoire de Lucien Bouchard, a dit M. Dion, « ce sera le maintien dans le verglas référendaire, dans une situation qui nous vaut une incertitude politique si coûteuse qu'il en coûte plus cher au gouvernement du Québec pour emprunter qu'au gouvernement de Terre-Neuve. Ce sera le maintien de la méfiance, la méfiance envers le gouvernement fédéral qu'on blâmera systématiquement pour tous les problèmes, la méfiance envers les autres Canadiens, la méfiance envers les Québécois qui ne pensent pas comme eux, qu'ils accuseront de ne pas aimer le Québec comme ils l'ont fait pour M. Charest. Ça va être les conditions gagnantes de M. Bouchard qui seront des conditions perdantes pour tous les Québécois. »

Sur l'union sociale, le ministre Dion a aussi refusé de prendre parti au sujet du différend qui oppose Bouchard et Charest sur l'échéancier de sa réalisation. On sait que le chef libéral s'est donné quatre années pour réaliser ce projet. M. Bouchard croit que cela peut se faire d'ici quelques mois.

« On négocie, confirme Stéphane Dion. Les négociations vont bon train et on est confiant d'arriver à quelque chose. Nous n'avons pas d'échéancier précis parce qu'on ne veut rien bousculer. Ce sont des négociations importantes. On veut aller de l'avant. »

La ministre de la Justice, Anne McLellan, abondait aussi dans ce sens hier. « Les négociations vont bon train, a-t-elle dit. Nous sommes remplis d'espoir. »

Le ministre des Affaires intergouvernementales a par ailleurs lancé un avertissement aux Québécois. Il a signifié qu'il sera beaucoup plus difficile de négocier l'union sociale « avec un gouvernement qui ne croit pas au Canada ». Il s'en est ensuite pris au premier ministre du Québec, lui reprochant de se vanter d'être l'initiateur de l'union sociale. « C'est une fausseté, a dit Stéphane Dion. Les deux personnalités les plus importantes à la source de cette union sociale, ce sont le premier ministre du Canada et le premier ministre de la Saskatchewan. »

En revanche, le chef néo-démocrate, Alexa McDonough, croit que peu importe qui sera premier ministre du Québec lundi soir prochain, cela n'aura pas de conséquences sur l'union sociale. Celui qui sera élu, a-t-elle affirmé, « voudra résoudre les problèmes du Québec. M. Bouchard comme M. Charest veulent résoudre ces questions. »

Mme McDonough se demande pourquoi par ailleurs le premier ministre Chrétien ne répond pas à la suggestion faite cette semaine par le premier ministre Romanow de convoquer après le 30 novembre mais avant Noël une réunion des premiers ministres sur l'union sociale.

Hier, le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Camille Thériault, endossait à son tour l'appel du premier ministre de la Saskatchewan.



PHOTO ROBERT NADON, La Presse

Manif des handicapés

L'Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées du Québec a tenu une manifestation hier, devant le bureau montréalais du premier ministre Lucien Bouchard. Pierre-Yves Lévesque, président de l'Alliance, réclame des engagements fermes des partis politiques, évoquant notamment le sous-financement chronique des organismes pour l'intégration des personnes handicapées.

La ministre et le « gars de la place »

VINCENT MARISSAL

Élue de justesse en 1994 dans Chambly, la ministre de la Culture, Louise Beaudoin, ne se bat plus contre une vedette libérale, mais contre le maire de Chambly, qui joue la carte du gars de la place pour déloger la parachutée.

Aux dernières élections, la lutte entre Lucienne Robillard et Louise Beaudoin avait été l'une des plus chaudes du Québec. La donne s'est toutefois modifiée depuis.

D'abord, Mme Robillard est partie à Ottawa, puis, Louise Beaudoin a pris du galon et de la notoriété dans les gouvernements Parizeau et Bouchard au cours des quatre dernières années.

De plus, le OUI a obtenu une bonne majorité dans Chambly en 1995 : 4500 voix ou 55 % du vote.

Ultra confiante, Mme Beaudoin affirme que sa majorité sera de loin supérieure aux 407 voix arrachées en 1994. La ministre de la Culture affirme même qu'elle pourrait battre son adversaire dans la ville de Chambly, deuxième en importance dans le comté après Saint-Bruno.

Mardi soir, elle s'est empressée de montrer au représentant de *La Presse* l'éditorial du *Journal de Chambly* qui la donne gagnante le 30 novembre. « Une analyse lucide », dit-elle avec un large sourire.

Mme Beaudoin prend deux engagements pour le prochain mandat : améliorer le système de transport en commun vers Montréal et faire travailler les jeunes de son comté, les enfants pauvres d'une région qui ne compte que 6,7 % de chômeurs.

« On a recensé 3000 jeunes qui sont soit au chômage soit à l'aide sociale, c'est juste si on n'a pas leur nom », et on va faire une offensive très forte auprès d'eux pour qu'ils retournent à l'école ou qu'ils sui-



Louise Beaudoin



Pierre Bourbonnais

vent un cheminement. »

Quant au transport en commun, Mme Beaudoin promet de trouver une solution pour les gens qui « sont obligés de se lever à 5h du matin pour aller travailler à Montréal. »

Plusieurs projets sont dans l'air, dont un métro de surface et l'estacade sur le pont Champlain. Mme Beaudoin s'engage à déterminer les éléments de solution, mais ne peut promettre qu'elle sera mise en place au cours du prochain mandat.

Les problèmes de transport en commun, voilà un rare sujet d'entente entre Louise Beaudoin et Pierre Bourbonnais. Cet ancien policier du SPCUM à la retraite depuis 1994 devenu maire de Chambly en 1995 promet lui aussi une solution d'ici quatre ans.

Sa campagne, M. Bourbonnais la mène surtout sur le front de la présence dans le comté. Selon lui, la ministre n'est pas souvent dans Chambly et elle connaît mal les dossiers de la région.

« C'est faux ! J'ai été là tout le mois, je suis là toutes les fins de semaine et tous les lundis, se défend Mme Beaudoin avec vigueur. Lucienne (Robillard, l'ex députée libérale de Chambly) s'est essayée la

MARTIN PELCHAT

Jean Charest accuse Lucien Bouchard de « fabuler » lorsqu'il affirme avoir « arraché » à ses homologues provinciaux le principe du droit de retrait lors du consensus sur l'union sociale, en août dernier, à Saskatoon. Encore un peu et il se présentera comme un des pères de la Confédération, se moque-t-il.

« Il faut aimer fabriquer et fabuler quand le premier ministre du Québec dit des choses comme ça alors que le gouvernement du Québec était absent dans tout le processus qui a mené à la conclusion de cette entente », affirme Jean Charest.

« Quand on en est rendu à inventer littéralement des événements pour présenter ses positions, il y a des raisons de s'inquiéter des lendemains d'élection, parce qu'on se demande ce qu'il inventera dans le but de servir sa cause », poursuit M. Charest, selon qui le Parti libéral est le seul parti qui pourra faire avaliser le consensus de Saskatoon par Ottawa.

Le chef libéral s'est longuement attardé hier matin à une déclaration faite la veille par Lucien Bouchard à propos de l'union sociale, cette entente qui balise le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral en octroyant aux provinces un droit de retrait avec pleine compensation de programmes fédéraux auxquels elles ne souscrivent pas. M. Bouchard s'est engagé il y a quelques jours à travailler au Canada anglais pour assurer le succès de l'entente.

« J'ai arraché à l'ensemble des provinces un appui total et unanime pour aller chercher ce droit de retrait », disait le chef péquiste mardi.

Jean Charest réplique que le gouvernement du Québec a tardé à monter dans le train de l'union sociale. « Il est arrivé à la dernière minute, à la veille d'une conférence, alors que son ministre des Affaires intergouvernementales disait que le Québec n'allait pas jouer le rôle de leadership. Aujourd'hui il se présente devant les Québécois comme le grand héros qui est allé arracher ça. »

Sarcastique, Jean Charest soutient que Lucien Bouchard change de cheval de bataille au gré des journées. « Les jours impairs, il ressemble plus à un séparatiste. Les jours pairs, il semble plus du côté canadien. Et les années bissextiles, il prend un break le 29 février. » D'ici le 30 novembre, se moque Jean Charest, Lucien Bouchard se présentera probablement comme un des « pères de la Confédération ».

« Le 30 novembre, la seule chose qui va être « arrachée », pour employer l'expression de Lucien Bouchard, c'est la liberté des Québécois de décider et la liberté de contrôler les événements », répète le chef libéral, qui semble résolu à planter le même clou d'ici lundi : en élisant Lucien Bouchard, dit-il, les Québécois enclenchent un processus « irréversible » pour séparer le Québec. Pour y arriver, selon lui, le PQ va entre autres « planifier » l'échec de l'union sociale.

Jean Charest a aussi rencontré hier des membres de Pro-Est, un organisme de concertation et de promotion de l'est de Montréal, à qui il a promis de désigner un responsable du dossier de l'est de Montréal.

Chambly

Résultats en 1994

BEAUDOIN, Louise (PQ)	19,800
ROBILLARD, Lucienne (PLQ)	19,393
LARMAND, Micheal (PLNQ)	519

Candidats en 1998

BEAUDOIN, Louise (PQ)
BOURBONNAIS, Pierre (PLQ)
BRAULT, Jean-Sébastien (ADO)

Référendum 1995 (%)

OUI	NON
54,95	45,05

Infographie La Presse

au PQ, croit Louise Beaudoin.

« Lucienne avait dit qu'elle réglerait le problème des BPC entre 89 et 94; c'est moi qui l'ai réglé », poursuit la ministre.

Élections 98

D'Outremont à Saint-Calixte



Vincent Marissal

LAURENTIDES

ici une grande usine de transformation des produits maraîchers, une des forces du comté.

Le PDG urbain doit parfois freiner ses ardeurs. « Les agriculteurs ont parfois la tête dure, dit-il. Quand je leur dis, par exemple, que les gens veulent des petites carottes, ils me répondent que c'est moins cher de produire des grandes carottes, et que ceux qui veulent des petites n'ont qu'à couper les grandes en trois. »

Le ministre recrue constate aussi tous les jours le fossé qui sépare les secteurs privé et public. Quand le jeune retraité du monde des affaires est arrivé dans son comté pour préparer sa campagne, il a demandé que l'on inscrive « répondre rapidement aux demandes des citoyens » dans la liste de ses engagements.

« Réponses rapides »

« Vous savez, M. le ministre, on ne peut pas vraiment garantir ça, on ne sait jamais... » lui ont répondu ses collaborateurs.

« On va écrire réponse rapide et on va donner des réponses rapides, c'est pour ça que je suis venu en politique », leur a lancé le ministre courroucé.

En atterrissant dans le comté de Rousseau, le jeune ministre se re-

trouve soudainement bien loin de sa vie dorée d'Outremont et de Paris. Le *golden boy* du monde des affaires québécois côtoie maintenant la pauvreté, qui atteint un taux inquiétant de 39 % dans son comté.

François Legault est venu en politique « pour aider ceux qui en ont besoin », et bien il sera servi. La pauvreté a fait des petits : problèmes sociaux, décrochage scolaire, maladie, violence, en particulier contre les enfants. Le nombre de dossiers référés à la DPJ est ici deux fois supérieur à la moyenne de la province.

Dans ses tournées, François Legault parle de lutte à la pauvreté et d'amélioration du réseau de santé. Mais il faudra plus que des mots pour rassurer des gens qui se sentent boudés par Montréal et ignorés par Québec.

« La santé, c'est ça qui m'inquiète », lui a lancé cette semaine Micheline Simard, une électrice de Saint-Calixte.

« C'est sûr que ce n'est pas parfait, mais ce n'est pas pire qu'il y a cinq ans, ça c'est amélioré, et on va réinjecter de l'argent dans le réseau », a répondu le candidat péquiste.

L'argument n'a pas semblé convaincre la dame. De l'argent et des solutions, il en faudrait maintenant ; les vagues promesses de

réinjection dans un avenir incertain provoquent des sourires cyniques.

« Quand je les entends dire qu'ils n'ont pas d'argent... » dit Mme Simard, en levant les yeux au ciel.

Pas de médecins au CLSC

Dans la région, le CLSC n'a plus de médecin et les patients se cognent le nez à la porte close de la clinique privée. « Nous ne prenons plus de nouveaux patients », lit-on dans la vitrine.

« Je sais, je sais, on va travailler là-dessus... » répète François Legault aux électeurs frustrés.

Lucien Bouchard a gardé un comté « sûr » pour son poulain et il en faudrait plus pour faire fondre la majorité de 6700 voix de 1994. Les grands entrepreneurs péquistes sont plutôt rares, alors on les soigne bien. Il y a quelques semaines, il y avait 17 candidats à la succession du député Lévis Brien. Il en restait six quand M. Legault est arrivé, tous se sont ralliés.

Le ministre non élu, qui a fait une entrée remarquée au Conseil des ministres en septembre, a été « étrenné » à maintes reprises par Lucien Bouchard et Bernard Landry au cours des trois dernières semaines.

Son adversaire libéral, John Redmond, l'ex-maire de Rawdon,

en profite d'ailleurs pour lancer un avertissement aux gens du comté. C'est bien beau d'avoir un député-ministre, mais s'il n'est jamais ici, ça ne vaut pas la peine.

Les premiers jours de campagne, M. Legault hésitait à déranger les gens dans les restaurants ou à la maison, mais il s'est vite « dé-géné ».

Attablé au resto El Greco de Ville-des-Laurentides, mercredi midi, il blaguait avec les filles d'Isabelle assises à la table d'à côté. C'était gagné d'avance, toutes sauf une allaient voter PQ.

« Il va falloir que je vous convainque moi-même », lui a lancé M. Legault.

« Tu peux ben essayer, tu me convaincras jamais », lui a rétorqué la dame en sortant du restaurant.

« Vous savez, se défend M. Legault, dans le milieu des affaires, j'ai pas mal d'amis fédéralistes, ça ne nous empêche pas de nous parler. »

François Legault n'est pas de la place, mais les électeurs semblent bien l'accepter, les femmes surtout, qui trouvent qu'il « présente bien ». Et puis les circonstances l'ont bien servi. Les très nombreux producteurs de porc de son comté sont ravis de l'entente conclue avec le gouvernement Bouchard après le blocus sur la 20.

Quand François Legault regarde une ferme, il voit des sacs de légumes sur les tablettes des supermarchés américains, quand il regarde une petite imprimerie, il rêve à un nouveau Québec. Le nouveau ministre de Lucien Bouchard n'a rien perdu de sa verdeur, mais les problèmes de pauvreté du comté de Rousseau forcent l'ancien président d'Air Transat à garder les pieds bien sur terre.

Le ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie voit grand pour Rousseau, un comté très rural au coeur de la région de Lanaudière.

Il se garde bien d'en faire une promesse, mais il souhaite amener

Fini la taxe à l'échec?

MICHÈLE OUMET

La ministre Pauline Marois songe à éliminer la « taxe à l'échec » qui oblige les cégepiens à payer des droits de scolarité lorsqu'ils échouent deux cours.

« Si nous trouvons une autre façon d'arriver à des résultats positifs, je suis prête à la revoir et éventuellement, elle pourrait être enlevée, mais il y aurait autre chose qui la remplacerait », a déclaré, hier, Mme Marois devant des profs au cégep Édouard-Montpetit.

— Est-ce que les élèves paieraient encore ?

— Non, pas nécessairement, a-t-elle répondu. Pour l'instant, c'est à l'étude.

Le syndicat des professeurs avait organisé hier midi un débat avec six candidats, péquistes, libéraux et adéquistes. À part Mme Marois, personne d'autre ne s'est présenté. Les professeurs aussi étaient absents, ou presque : seule une vingtaine sur un total de 500, avaient rogné leur heure de lunch pour écouter la ministre.

Le débat s'est donc transformé en rencontre intime où Mme Marois en a profité pour prendre le crachoir, rappelé le bilan de son gouvernement en matière d'éducation et lancé une pointe à ses adversaires libéraux. « L'absence des gens, ça témoigne, a-t-elle souligné. Les libéraux ont voulu mettre la lumière sur la santé et ils ont occulté les autres débats. »

Les professeurs en avaient gros sur le coeur : les compressions budgétaires étouffent les cégeps, les effets pervers de la réforme Robillard risquent de faire éclater le réseau collégial et l'absence des professeurs dans la définition des nouveaux programmes est inacceptable, ont-ils dit en substance.

Attentive, Mme Marois a pris des notes. Elle a expliqué qu'elle n'avait pas touché les cégeps car ils venaient tout juste de vivre des bouleversements majeurs avec la réforme lancée en 1993 par la ministre libérale de l'Éducation, Lucienne Robillard.

Sensible aux arguments des professeurs, Mme Marois a annoncé qu'elle voulait revoir certains aspects de cette réforme, dont l'autonomie des cégeps.

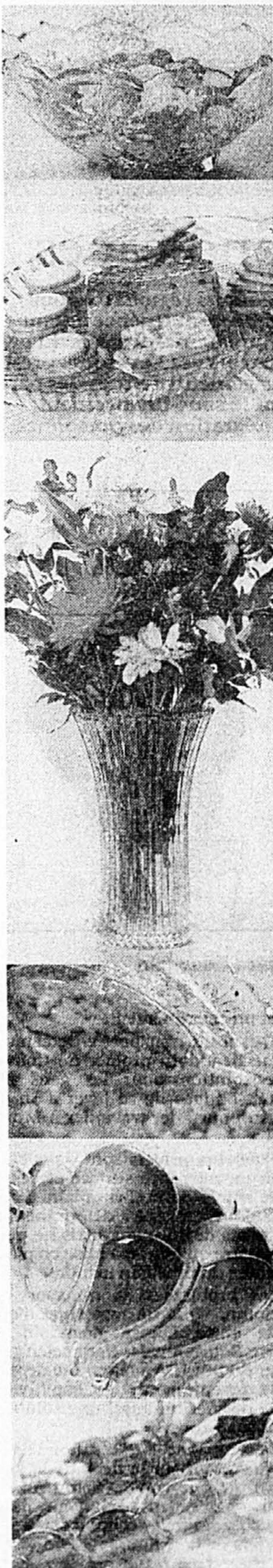
Les cégeps doivent-ils devenir des établissements universitaires qui jouissent d'une grande autonomie et décernent leur propre diplôme, tel que souhaité par Mme Robillard, ou doivent-ils plutôt revenir à leur mission d'origine, rester en réseau, comme le primaire et le secondaire, et octroyer un diplôme national, le même pour tous les étudiants, comme le revendiquent les professeurs ? « On est à la croisée des chemins, a affirmé Mme Marois. Je suis prête à ce qu'on regarde à nouveau tout ça, qu'on ait un débat et qu'on réajuste le tir. On est en train de créer 47 nouvelles universités au Québec. Je ne suis pas certaine que ce soit une bonne idée. »

L'ère des compressions est terminée, a promis la ministre, même s'il reste un dernier effort, 48 millions, à fournir. Elle a ajouté que le gouvernement recommencerait à investir en éducation, soit 150 millions d'ici 2002 sur un budget total de 9,5 milliards.

loto-québec		résultats	
Tirage du 98-11-25			
1 ^{er} numéro	2 ^e numéro	Ces 4 numéros gagnants sont décomposables	
512017	166452		
25 000 \$	50 000 \$		
3 ^e numéro	NUMÉRO BONI	LOTS BONIS	
940160	888579		
100 000 \$	50 000 \$		
50 lots de 1 000 \$ (numéros non décomposables)			
089022	327376	416905	547210 805528
093010	337992	432364	561665 808192
101109	345905	433315	571948 845990
102430	351185	455822	612306 860344
112489	352542	459343	623460 865739
146933	353500	460544	624238 928759
152107	365578	468582	651438 937624
250780	365988	474928	676170 959373
256712	382617	519073	739839 983157
323905	407764	540650	784987 993934
50 lots de 500 \$ chacun (numéros non décomposables)			
007283	201081	311630	516346 747426
019081	208458	325113	526110 767369
036617	211928	387424	538271 875035
068939	215976	427052	547139 923560
075727	218420	433590	562178 930849
130329	222182	438575	576189 942784
136976	252572	445447	617570 962441
144723	253648	488577	655916 968353
151644	274475	500330	676928 975144
181132	288457	504028	684744 982362

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Cristal en fête!



25%

de rabais*
Pièces de service en cristal

Mikasa

Elles feront belle figure sur votre table des fêtes!

25% de rabais sur les pièces de service **Snowflake Frost**, **Diamond Fire** et **Peppermint Frost**. Notre sélection comprend plateaux, bols, vases, plats et chandeliers votifs. Tous sont offerts en boîtes-cadeaux.

*Les rabais s'appliquent aux prix courants étiquetés. Offre en vigueur jusqu'au 6 décembre 1998.



PAIX JOIE AMOUR PAIX JOIE AMOUR PAIX

Élections 98

Dumont ne juge pas les élections référendaires

MARIO FONTAINE

Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, a soulevé l'ire des libéraux hier. Pas seulement parce qu'il concède la victoire au Parti québécois, mais aussi parce qu'il ne croit pas une seconde à la théorie d'élections référendaires évoquée par Jean Charest.

« Je n'ai pas l'impression que le gouvernement s'en va vers un référendum. Les conditions gagnantes, ça m'apparaît une jolie porte de sortie pour le gouvernement, pour un premier ministre qui a les mains liées par son parti, qui a besoin de passer son élection », a déclaré M.

Dumont.

Mais pour être absolument sûr qu'il n'y aura pas de référendum, ne vaudrait-il pas mieux voter pour le PLQ ? « Les gens qui ne veulent pas de référendum veulent quand même une position dans laquelle le Québec se tient debout, assure Mario Dumont. Et ils ne sont pas prêts au genre de fédéralisme à genoux ou à plat-ventre qui nous est offert par le Parti libéral et son chef dans le cadre de cette campagne-là ».

Comme il croit que les conditions gagnantes évoquées par le premier ministre Bouchard ne seront pas réunies, M. Dumont prédit que la proposition de l'ADQ de

moderniser et de décentraliser la fédération tout en instaurant une paix constitutionnelle deviendra alors d'autant plus attrayante.

« Les partenaires se retrouvent »

Cela lui a valu de vertes remontrances de la part de Jean Charest. « Dans le cas de M. Dumont et du Parti québécois, je constate que les partenaires se retrouvent à nouveau. Même combat, même objectif. Ils remontent à bord du même autobus », a lancé hier le chef libéral. Mario Dumont fait maintenant partie de l'équipe du PQ, a poursuivi M. Charest. Le PQ et l'ADQ

étaient partenaires dans le comité du OUI au référendum de 1995.

Le député libéral de Kamouraska-Témiscouata, Claude Béchar, a émis quant à lui deux hypothèses pour expliquer les déclarations de M. Dumont : ou bien il veut garder son budget de recherche « anormalement élevé », ou alors il a déjà décidé d'appuyer le OUI au prochain référendum.

Mario Dumont martèle quant à lui le message qu'il développera d'ici au scrutin : autant voter pour une opposition dynamique et constructive, l'ADQ, plutôt que pour le « chialage » et le « picotage » des libéraux. Il l'a dit au

terme d'une rencontre avec le président de l'Union des producteurs agricoles, Laurent Pellerin, puis à nouveau à CKAC, à l'émission de Gilles Proulx.

La nouveauté, une opposition qui apporte quelque chose, c'est son parti qui les fournit, affirme M. Dumont. « Si une personne veut voir le gouvernement se faire pousser dans le dos en matière économique, est-ce qu'il pense que les idées neuves vont être portées par Marie Grégoire (sa candidate dans l'Assomption) ou par André Bourbeau (le critique libéral en la matière) ? Poser la question, c'est y répondre », dit-il.

Vente surprise

Jusqu'à
60%
de rabais
sur une sélection d'articles
dans tout le magasin

Pour femmes

50% de rabais♦ tous les coordonnés en velours éponge
Casual Connection**30%** de rabais♦ tous les interchangeable
The Work Connection

Au choix : hauts et jupes perlés, hauts à empiècement de velours et lurex, cardigans à soutache, hauts et pantalons en tricot gaufré. Comprend tailles courantes, petites et spécialisées.

♦ nouveautés Diversité chez Eaton

Tatouages au henné, brillants pour le corps, bijoux fantaisie, sacs à main en simili fourrure, accessoires gonflables et autres.

♦ peignoirs et tenues de nuit

Sauf Calvin Klein, Claudel, Jockey et Ralph Lauren.

♦ vestes, pantalons et jupes Jones Wear

Flanelle de laine ou crêpe en noir; tailles courantes, petites ou spécialisées.

♦ nos petites robes et nos vestes en noir
Certains magasins offrent des modèles Mark Edwards, Lori Ann, Algo, MK Studio et Rouie en tissus de saison: crêpe, dentelle, velours ou à garniture satinée.**25%** de rabais

♦ tous les dessous Vanity Fair

♦ chaussures pour femmes

Tous les modèles Attitude, Casual Connection et The Work Connection plus certains modèles Nine West, Nicole, Luca B pour Calico et « Unlisted » de Kenneth Cole.

Jusqu'à
25%
de rabais

♦ accessoires

À l'achat de 1 15% de rabais
à l'achat de 2 20% de rabais
à l'achat de 3 25% de rabais
sur tous les chapeaux, gants, écharpes et ceintures pour femmes.**20%** de rabais♦ tous les paquets de 3 bas-culottes à 14,99\$
Vanity Fair, Secret, Silks et WonderBra

Pour hommes

50% de rabais

♦ jean Retreat Blues lavé à la pierre à coupe décontractée

Jusqu'à
40%
de rabais

♦ chaussettes

À l'achat de 1 paire 15% de rabais
à l'achat de 2 20% de rabais
à l'achat de 3 25% de rabais
à l'achat de 4 30% de rabais
à l'achat de 5 35% de rabais
à l'achat de 6 ou plus 40% de rabais
Plus d'achats, meilleurs rabais.

Au choix, chaussettes à prix courant Gold Toe, McGregor, Eaton Basics, Distinction et autres.

La célèbre Vente surprise Eaton vous propose de super aubaines et d'autres surprises à ne pas manquer!

25% de rabais♦ chaussures pour hommes
Chaussures Attitude, Eaton, Distinction, North Country et Retreat à prix courant.Jusqu'à
25%
de rabais

♦ vêtements, mode sport et bagages pour hommes

À l'achat de 1 article 15% de rabais
à l'achat de 2 20% de rabais
à l'achat de 3 25% de rabais
Choix de modèles Christian Dior, Levi's, Gant, Point Zero, London Fog et autres. (Sélection d'articles; certaines restrictions s'appliquent.)

Solderie des manufacturiers

25% à 50% de rabais

♦ sélection d'articles

Pour la maison

60% de rabais

♦ batteries de cuisine 7 pièces Copperelle

♦ batteries de cuisine 8 pièces en acier inoxydable « Provence » Lagostina

50% de rabais

♦ tous les ensembles matelas-sommier

Sélection d'ensembles « Exquisite » Beautyrest Simmons au maintien très ferme ou de luxe et d'ensembles « Perfect Comfort Century » Sealy.

♦ gril santé non électrique T-Fal

♦ serviettes Martex

40% de rabais♦ meubles Eddie Bauer pour chambre à coucher et salle à manger
Marchandise en stock seulement.

♦ literie Liz Claiborne

Sélection d'articles.

♦ sélection de linge de cuisine à prix courant

Les magasins Eaton ouvrent le samedi à compter de 8h30 et ce, jusqu'à Noël.

Les rabais s'appliquent sur les prix étiquetés d'origine, sauf indication contraire. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre et ne comprennent pas les magasins-entrepôts ni les centres de liquidation. Achats en personne seulement. Offres en vigueur jusqu'au 29 novembre, sauf indication contraire. *Exceptions: Tommy Hilffiger, Polo, Nautica, Calvin Klein, Roots, sous-vêtements Hugo Boss, toutes les chaussettes, Mani, Valentino, Joseph Abboud, ck Calvin Klein, Diesel, JNCO et DKNY.

Dès maintenant
jusqu'au
29 novembre

Les chefs
aujourd'hui

Jour 30

■ Lucien Bouchard visite les régions de Québec et de Chaudière-Appalaches. En matinée, il rencontre les représentants du chantier maritime MIL Davie, et prononce une allocution à Sainte-Foy. En après-midi, il prononce une conférence devant les membres de la chambre de commerce de Québec métropolitain, puis va dans les comtés de Bellechasse et Montmagny.

■ Jean Charest fait campagne en Montérégie, à Montréal et dans Deux-Montagnes. En matinée, il déjeune avec des militants du comté de Salaberry-Soulanges, puis visite le comité électoral de Vaudreuil. En après-midi, il rencontre les maires de la MRC de Deux-Montagnes. En soirée, il soupe avec les membres de la chambre de commerce de la Rivière-Sud à Brossard.

■ Mario Dumont fait campagne dans la région de Montréal. Il rencontre des étudiants de l'UQAM sur l'heure du midi. En après-midi, il prononce une conférence sur les clauses discriminatoires dans le cadre du congrès de l'Ordre des conseillers en relations industrielles. En soirée, il est à Repentigny.

EN BREF

Bouchard à Westmount

■ Même s'il n'a pas beaucoup de votes à y gagner, le premier ministre Bouchard ira tout de même faire une petite tournée électorale dans le comté de Westmount-Saint-Louis, un château fort libéral au coeur de la communauté anglophone de Montréal, qui, admet-il, se « sent négligée » par les partis engagés dans la course électorale. « Nous allons tenter de faire quelque chose pour que la communauté anglophone ne se sente pas mise de côté, du moins en termes de visite électorale », a dit M. Bouchard. Lucien Bouchard a-t-il confiance de convaincre quelques anglophones de voter pour le PQ ? « Je ne perds pas espoir. Mais ce ne sera pas facile », lance-t-il, sourire en coin.

Alcool et élections

■ Depuis 1989, la Loi sur les permis d'alcool a été amendée afin de permettre à tous les débits d'alcool de vendre ou de servir des boissons alcooliques le jour d'une élection. En conséquence, la journée de l'élection provinciale du 30 novembre prochain, tous les titulaires de permis d'alcool pourront vendre ou servir des boissons alcooliques à leur clientèle, tout en respectant cependant les heures prévues à leur permis.

Cours suspendus

■ Pour permettre aux étudiants d'aller voter, l'Université de Montréal suspendra toutes ses activités d'enseignement lundi prochain. Les professeurs qui donnent leurs cours le lundi devront établir leur horaire en conséquence. Pour le personnel, la journée de travail se terminera à 16 h.

Examens au travail

■ L'Association des médecins du réseau public en santé du travail du Québec demande aux partis politiques de s'engager à modifier la réglementation qui prévoit actuellement qu'on exige « de milliers de travailleurs des examens médicaux qui ne contribuent d'aucune façon à prévenir l'apparition de problèmes de santé associés au travail ou à protéger la santé publique ».

Le SFPQ sceptique

■ Le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) a exigé hier, en conférence de presse, que Jacques Léonard précise dans les plus brefs délais son engagement électoral du 5 novembre de régulariser rapidement le statut des 2000 occasionnels qui ont accumulé cinq ans de service. « Après deux séances de négociations, nous sommes sur le point de conclure que l'engagement électoral de M. Léonard n'en est pas un », a affirmé le président du SFPQ, M. Serge Roy.

La meilleure berline de luxe selon les experts*



Certaines voitures font époque.

La BMW 528ia brille toujours au sommet de sa catégorie et pour cause: une tenue de route irréprochable grâce à un système anti-patinage sophistiqué, un moteur d'une souplesse étonnante, un confort et un tableau de commandes dignes des plus exigeants. Pas étonnant que BMW surpasse aussi ses concurrents en matière de sécurité active**. Passez devant, chez l'un des concessionnaires BMW de la région de Montréal.

Sources: * Le Guide de l'auto 1998
** Test EuroNCAP 1998

Montreal
BMW Canbec
4050, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
(514) 731-7871
www.bmwcanbec.com

Laval
Boulevard St-Martin Auto inc.
1430, boul. St-Martin Ouest
Chomedey, Laval
(450) 667-4343/(514) 343-3412
www.bsmauto.com

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert inc.
15710, Route Transcanadienne
Kirkland
(514) 695-6662/(514) 343-3413
www.jalbert-auto.qc.ca

Rive Sud
Park Avenue BMW
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard (450) 445-4555
Montréal (514) 875-4415
www.complexauto.com



Le plaisir de conduire.

MENSUALITÉS

699\$

BMW 528ia

Offre valable sur le modèle 528ia 1999 neuf, automatique. Les taux de location sont ceux offerts exclusivement par les Services financiers BMW et sont disponibles auprès des concessionnaires participants, conditionnellement à l'approbation de crédit. Les mensualités de 699\$ sont basées sur un contrat de crédit-bail à terme de 36 mois, avec un versement initial ou une valeur de reprise de 7 000\$. Le taux de financement est de 5,9%. Valeur résiduelle garantie de 33 756\$. Des frais de 0,20\$ du km s'appliquent sur la portion du kilométrage excédant 18 000 km par année. Fret, transport et préparation en sus. Consultez votre concessionnaire BMW du Grand Montréal pour connaître tous les détails. Cette offre prend fin le 31 décembre 1998.

Chrétien fait taire MacAuley

HUGUETTE YOUNG

Presse Canadienne, OTTAWA

Le premier ministre Jean Chrétien scrute les moindres gestes du nouveau solliciteur général, Lawrence MacAuley.

À sa sortie du caucus, M. Chrétien a mis fin abruptement à un point de presse qu'accordait M. MacAuley à quelques journalistes. Le ministre venait de rappeler qu'il avait commis une « erreur » la veille en déclarant qu'il voulait d'abord lire le rapport de la commission des plaintes du public contre la GRC avant de décider s'il le rendrait public.

Cette déclaration avait déclenché une vague de protestations de la part des partis d'opposition qui accusaient le gouvernement de manquer de transparence et de vouloir étouffer un scandale.

En fin de soirée, M. MacAuley se ravisa. Il déclarait que le rapport de la commission de la GRC serait rendu public.

Invité à expliquer sa volte-face, M. MacAuley était en train de dire qu'il avait contredit la position du gouvernement en laissant entendre que le rapport ne serait peut-être pas rendu public. « Il avait été indiqué à plusieurs reprises que le rapport serait rendu... »

Mais M. MacAuley n'a jamais pu terminer sa phrase.

« Lawrence, je veux vous parler », l'a interrompu vivement M. Chrétien d'une voix grave.

M. Chrétien, qui sortait de la salle de réunion du caucus, a accroché M. MacAuley par le bras et l'a éloigné des journalistes.

Marchant d'un pas rapide, M. Chrétien a entraîné le solliciteur général dans sa voiture de service pour l'amener à sa résidence du 24 Sussex, où les deux hommes ont dîné ensemble.

M. Chrétien a apparemment trouvé l'affaire très drôle. Selon une source qui a préféré garder l'anonymat, il a éclaté de rire lorsqu'il a raconté comment il avait accroché M. MacAuley au passage dans un couloir du Parlement.

M. Chrétien veut éviter d'autres dérapages en rapport avec la répression dont ont été victimes les manifestants lors du sommet de l'APEC tenu l'an dernier à Vancouver. Depuis la nomination, lundi, de M. MacAuley, qui a succédé à Andy Scott, c'est le premier ministre qui a répondu à toutes les questions aux Communes concernant l'APEC.

Pour le Bloc québécois, les positions changeantes de Lawrence MacAuley prouvent que le nouveau solliciteur général n'est « qu'un pantin soumis au premier ministre et à son bureau ».

APEC: menace de retard

Presse Canadienne
VANCOUVER

Les audiences sur la conduite de la Gendarmerie royale du Canada au sommet de l'APEC de l'an dernier pourraient ne reprendre que tard, en 1999, tout dépendant d'une décision que rend aujourd'hui la Cour fédérale.

Un avocat représentant 39 policiers de la GRC a demandé à la Cour fédérale de suspendre les travaux de la Commission, jusqu'à ce que le tribunal se soit prononcé quant à l'impartialité du président

de celle-ci, Gérald Morin.

Le juge Marc Nadon a indiqué que s'il acceptait la requête de l'avocat George Macintosh, les audiences sur l'affaire de l'APEC pourraient être retardées pour une période allant jusqu'à six mois. Il a ajouté que cela n'influencerait pas sa décision.

M. Morin aurait présumément tenu des propos controversés au sujet de la GRC en discutant avec un ami, dans un casino, propos qui auraient été entendus par un agent de la GRC en congé. M. Morin nie ces allégations.

Cet espace vous appartient



Élections générales du 30 novembre 1998

Le 30 novembre prochain, il y aura des élections générales au Québec

Pour que votre vote compte, voici ce que vous devez faire :

1. marquer le bulletin dans un seul des cercles, en utilisant obligatoirement le crayon qui vous sera remis par le scrutateur;
2. plier le bulletin et montrer les initiales au scrutateur;
3. détacher le talon, déposer vous-même votre bulletin de vote dans l'urne et remettre le crayon au scrutateur.



Votre vote est secret.

C'est votre privilège. Personne ne peut vous contraindre à déclarer pour qui vous avez voté.

N'hésitez pas à communiquer avec nous sept jours par semaine, en composant :

1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)

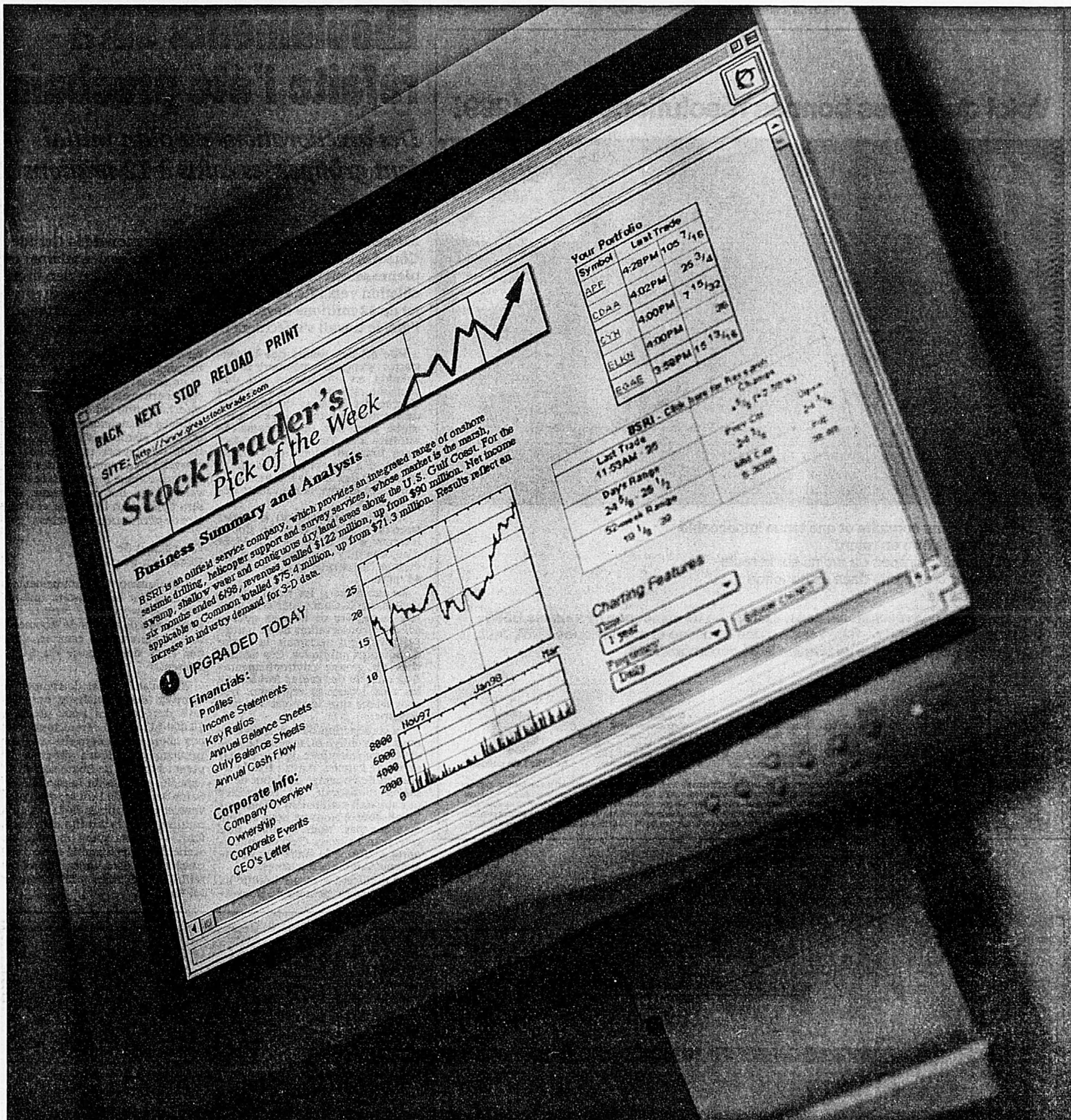
Site Web : www.dgeq.qc.ca
Courrier électronique : dgeq@dgeq.qc.ca

ATS Les personnes sourdes ou malentendantes peuvent composer sans frais : 1 800 537-0644



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte



Sautez sur l'occasion

30 fois plus vite.

Vous seriez prêt à acheter des actions sur Internet. Mais le temps que votre modem 28,8 K vous mette en communication, leur prix peut changer trois ou quatre fois. Grâce à la technologie Internet super-rapide de Nortel Networks, vous pourriez réagir aux cours du marché en moins de temps qu'il n'en faut à un spéculateur pour monter à l'assaut de la Bourse. Il n'en tient qu'à vous de bénéficier de votre propre connexion continue à Internet procurant une vitesse de téléchargement 30 fois supérieure à celle des modems 28,8 K. Pour en savoir plus, consultez le www.nortelnetworks.com/rapide. En passant, votre courtier est déjà prévenu.

NORTEL NETWORKS™
Ainsi communique le monde.



Nortel Networks est le commanditaire officiel du système de télécommunication de la LNH et de l'AJLNH ©1998 Northern Telecom. Nortel Networks, le symbole graphique de Nortel Networks et le slogan publicitaire « Ainsi communique le monde » sont des marques de commerce de Northern Telecom. LNH et l'emblème de la LNH sont des marques de commerce de la Ligue Nationale de Hockey ©1998. Tous droits réservés. AJLNH et le logo de l'AJLNH sont des marques de commerce de l'Association des Joueurs de la Ligue Nationale de Hockey ©1998.

Voici quelques bonnes résolutions pour 1999!



- Avoir une bonne conduite et une tenue impeccable
- Ne plus jamais être en retard
- Ne plus jamais dérapier, du moins sur la route
- Être heureux d'être pris dans un bouchon
- Être plus raffiné

Pour respecter ces résolutions, passez chez l'un de vos concessionnaires BMW du Grand Montréal afin de faire l'essai d'une luxueuse et sophistiquée BMW 740i. Dépêchez-vous, cette offre se termine le 31 décembre 1998.

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
(514) 731-7871
www.bmwcanbec.com

Laval
Boulevard St-Martin Auto inc.
1430, boul. St-Martin Ouest
Chomedey, Laval
(450) 667-4343 / (514) 343-3412
www.bsmauto.com

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert inc.
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
(514) 695-6662 / (514) 343-3413
www.jalbert-auto.qc.ca

Rive Sud
Park Avenue BMW
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard (450) 445-4555
Montréal (514) 875-4415
www.complexeauto.com



Le plaisir de conduire.

MENSUALITÉS
940\$
BMW 740i

Offre valable sur le modèle 740i 1999 neuf, automatique. Le taux de location de 3,9% est celui offert exclusivement par les Services financiers BMW et est disponible auprès des concessionnaires participants, conditionnellement à l'approbation de crédit. Les mensualités de 940\$ sont basées sur un contrat de crédit-bail à terme de 36 mois, avec un versement initial ou une valeur de reprise de 10 000\$. Valeur résiduelle garantie de 51 243 \$. Des frais de 0,20\$ du km s'appliquent sur la portion du kilométrage excédant 16 000 km par année. Fret, transport et préparation en sus. Consultez votre concessionnaire BMW du Grand Montréal pour connaître tous les détails. Cette offre prend fin le 31 décembre 1998.

La Grande Côte des Éboulements sera refaite l'été prochain

Des améliorations au plan initial font grimper les coûts à 12 millions

Presse Canadienne
LES ÉBOULEMENTS

Même si les travaux pour la reconfiguration de la Grande Côte des Éboulements, dans Charlevoix, se dérouleront en pleine saison touristique, ils ne perturberont en rien la circulation vers l'île aux Coudres. La première phase du projet de 12 millions devrait débuter en mars et, durant tout l'été, le travail s'effectuera hors de la route actuelle.

« Je me suis assuré que le contracteur s'engage à maintenir la circulation en tout temps sur une chaussée asphaltée, tout en tenant compte des horaires du traversier de Saint-Joseph-de-la-Rive », a indiqué hier, aux Éboulements, le ministre des Transports, M. Jacques Brassard, alors qu'il venait annoncer à la population locale le lancement des appels d'offres de ce projet qui défrayer la manchette depuis un an.

Québec a élaboré un nouveau tracé de la Grande Côte des Éboulements à la suite de l'accident d'autocar qu'y avait eu lieu à cet endroit l'an dernier et qui avait fait 44 morts.

Le ministère a les mains libres depuis que la Cour supérieure a rejeté la requête de l'Union québécoise de conservation de la nature (UQCN) qui réclamait la tenue d'audiences publiques. Ces démarches du groupe environnementaliste ont jeté des sueurs froides sur les élus locaux et régionaux qui craignaient que le projet ne leur échappe.

La contestation devant les tribunaux aura obligé M. Brassard à modifier son calendrier de travail. Au début de l'année, il avait fixé la livraison de l'ouvrage au début de la saison touristique, un échéancier qui apparaît maintenant totalement irréalisable. « Nous ne nous en formalisons pas. Nous voulions une côte, nous l'aurons. C'est ce qui importe », affirme le maire des Éboulements, Antoine Deschênes.

Le ministère a encore bonifié sa proposition en ajoutant de nouvel-

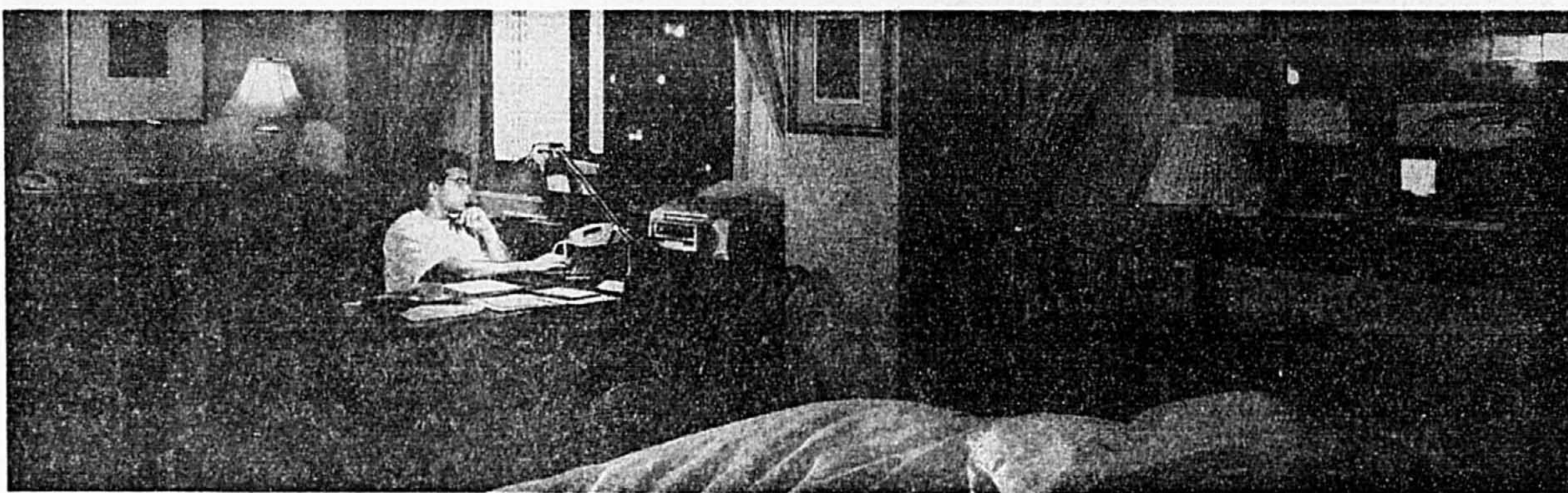
les composantes, comme des voies de refuge, une baie de dépassement et un tunnel pour permettre un accès sécuritaire à un rang situé à mi-côte. La facture qui était évaluée à 8 millions est maintenant passée à 12 millions, auxquels s'ajoutent 2 millions de travaux municipaux. La nouvelle côte comportera des innovations, comme une chaussée dénivelée et un îlot ralentisseur. Elle sera dotée d'un lit d'arrêt et d'une aire de vérification des freins.

Les rosiers de Rousseau protégés

L'évaluation environnementale effectuée par le ministère indique que le nouveau tracé menace une population de rosiers de Rousseau, une plante rustique caractéristique des rives de l'estuaire du Saint-Laurent.

Afin d'atténuer et de compenser l'impact, des spécialistes ont prélevé des boutures pour produire 10 000 plants qui seront introduits aux abords de la nouvelle côte. Au printemps, quelques dizaines de plants du rosier de Rousseau seront expédiés au curé de la paroisse de Saint-Bernard de Beauce, d'où provenaient les victimes de la tragédie routière, et à la famille du chauffeur. « Ce sera notre manière de sceller les liens d'amitié et de compassion qui nous unissent aux familles des victimes », fait observer M. Brassard.

EN PRIME, 5000 POINTS CANADIEN PLUS



LORSQU'ON TRAVAILLE POUR DEUX, NE DEVRAIT-ON PAS RECEVOIR DES POINTS POUR DEUX ?

À partir d'aujourd'hui, et ce jusqu'en février 1999, vous aurez l'occasion de recevoir davantage de points Canadien Plus dans les hôtels ou les centres de villégiature Sheraton. En clair, cela signifie que vous obtiendrez 5000 points en prime après trois séjours dans n'importe quel hôtel ou centre de villégiature Sheraton

au Canada. Sans compter les 1000 points minimums amassés à chaque séjour. Et ce n'est pas tout. «Sheraton Club International» est le seul plan pour grand voyageur qui vous remet 2 points Canadien Plus pour chaque dollar dépensé dans n'importe quel de nos 400 établissements du monde entier. Il suffit d'adhérer au SCI et

de choisir les points Canadien Plus comme monnaie. Pour être admissible à la prime de 5000 points et à l'adhésion gratuite, composez 1-800-625-4263 et mentionnez le code de la promotion «HQ» ou, si vous préférez, inscrivez-vous par courrier électronique en tapant sans tarder www.sheraton.com/sci/cdnair



Sheraton
HÔTELS ET
CENTRES DE VILLEGATURE

POUR RÉSERVER, COMPOSEZ 1-800-325-3535
OU TAPEZ WWW.SHERATON.COM

Hôtels et centres de villégiature :

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Hôtel Sheraton de Wall Centre
Hôtel Sheraton de Guildford
Hôtel Sheraton Town Plaza de Whistler

ALBERTA

Suites Sheraton Eau Claire de Calgary
Hôtel Sheraton Cavalier de Calgary
Hôtel Sheraton Grande d'Edmonton

SASKATCHEWAN

Hôtel Sheraton Cavalier de Saskatoon

MANITOBA

Hôtel Sheraton de Winnipeg

ONTARIO

Hôtel Sheraton Centre de Toronto
Hôtel Sheraton Gateway de l'aéroport de Toronto
Hôtel Sheraton Parkway de Toronto North
Hôtel Sheraton d'Hamilton
Hôtel Sheraton d'Ottawa

QUÉBEC

Le Centre Sheraton de Montréal
Hôtel Sheraton de Laval

NOUVEAU-BRUNSWICK

Hôtel Sheraton de Fredericton

NOUVELLE-ÉCOSSE

Hôtel Sheraton d'Halifax

Canadien Plus®

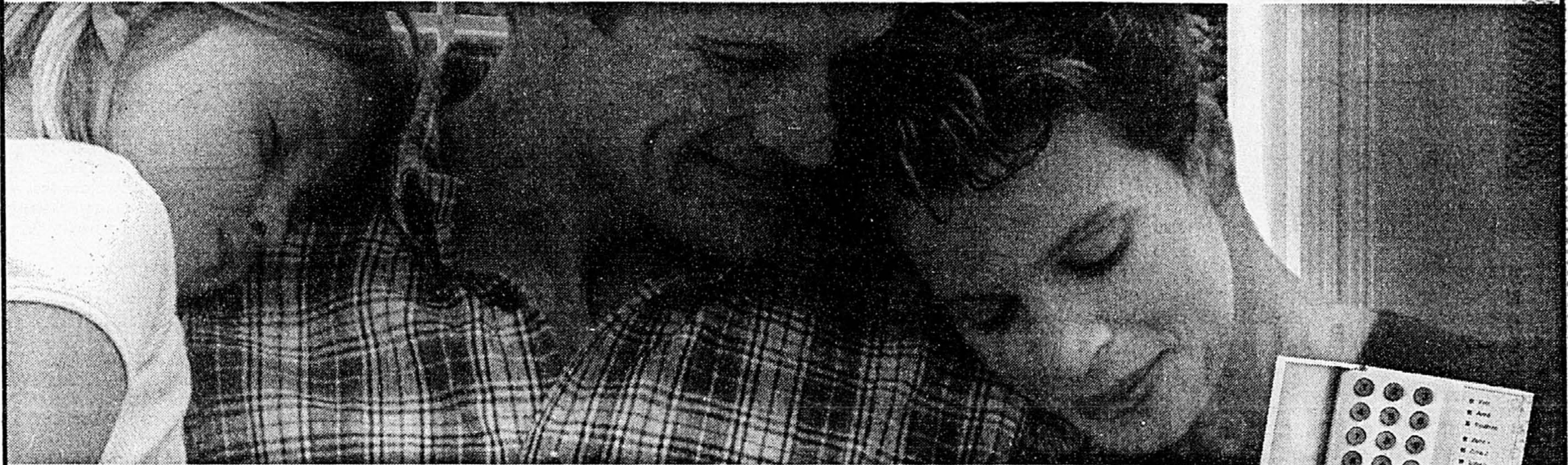


Adhérer au «Sheraton Club International», notre plan pour grand voyageur, et commencez à amasser des points dès maintenant.

Modalités : Pour profiter des avantages de cette promotion, vous devez adhérer au «Sheraton Club International» et désigner les points Canadien Plus de la compagnie aérienne Canadien comme étant la monnaie SCI de votre choix (SM). Vous recevrez des «ClubMiles» SCI (pour les séjours admissibles) qui seront automatiquement convertis en points Canadien Plus dans votre compte de la compagnie aérienne Canadien. Fixer son choix de points par l'entremise de cette promotion s'effectue au détriment de toute autre offre de points Canadien Plus présentée dans les établissements participants. Le transfert automatique de points Canadien Plus est valable jusqu'au 31 décembre 1999. Toutes les modalités du «SCI» sont applicables. Pour de plus amples renseignements consultez les documents relatifs à l'adhésion. Les modalités peuvent être modifiées. Cette promotion n'est pas offerte dans les établissements Four Points. Pour recevoir vos milles en prime, vous devez composer 1-888-625-4263 (code de référence HQ) afin de vous inscrire au SCI. Sinon, inscrivez-vous par courrier électronique en tapant www.sheraton.com/sci/cdnair © 1998 ITT Sheraton Corporation

Plus de
100 000
clients

nous confient chaque jour la sécurité de leur famille.

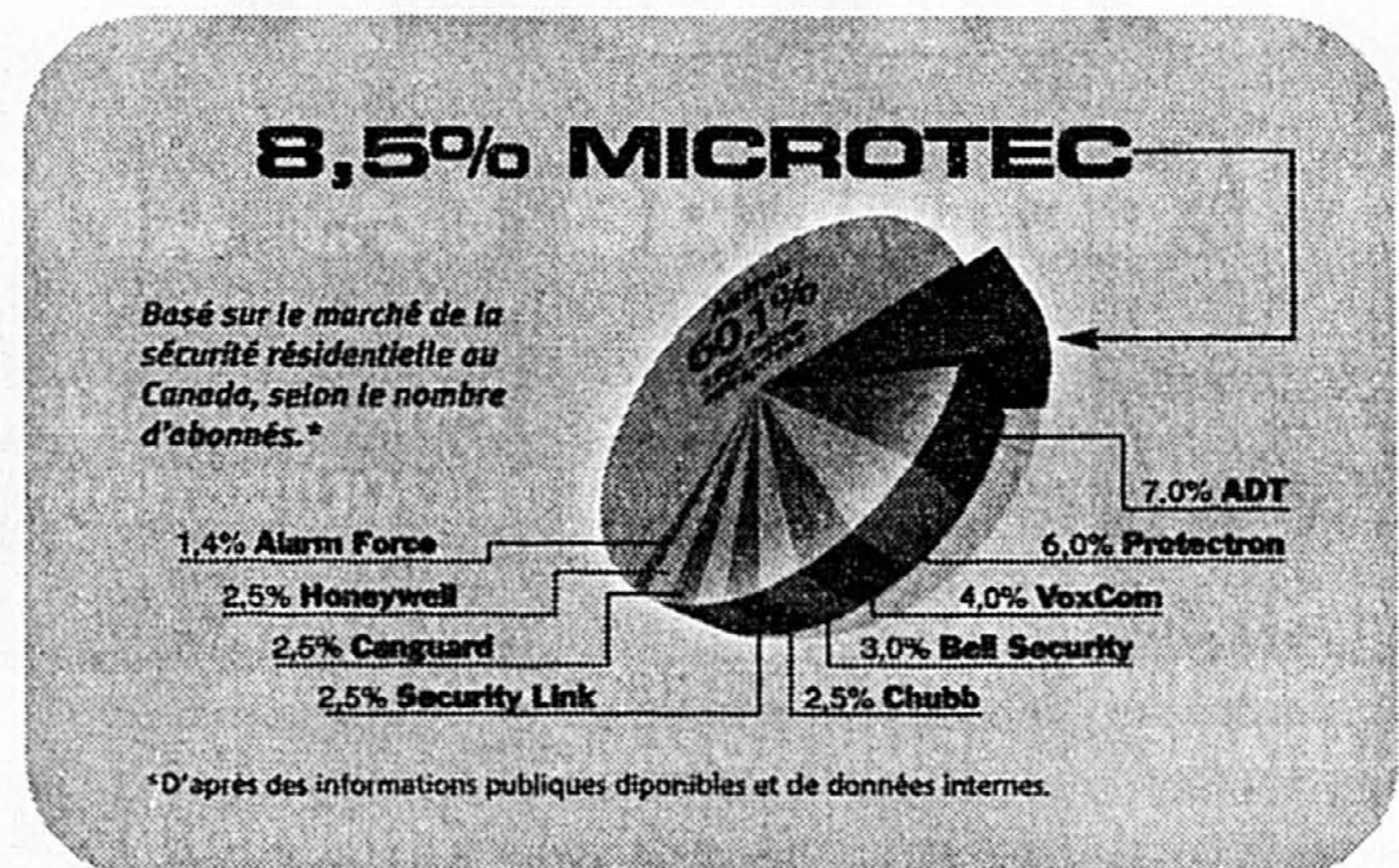


Voilà toute une marque de confiance.

Microtec protège plus de familles que toute autre entreprise de sécurité au Canada.

Joignez les rangs d'un nombre croissant de familles qui se protègent adéquatement en profitant de la technologie et de l'expertise de Microtec. Les centres de télésurveillance Microtec sont des plus modernes et conformes aux normes très rigoureuses de l'organisme ULC. Avec Microtec vous êtes en sécurité, nous sommes toujours là pour répondre à toutes vos urgences.

Chef de file en sécurité résidentielle au Canada



Microtec, c'est aussi un réseau de distributeurs autorisés solidement implanté qui répond aux critères de qualité Microtec afin de vous assurer les meilleurs services qui soient.



Service de Prévention Microtec est une filiale des Entreprises Microtec inc.

1 800 459-0911
www.microtecsecurite.com



La Baie

et ses joyeuses

Aubaines mystères

**Du vendredi 27 novembre
au dimanche 29 novembre,
découvrez des rabais de
10 %, 15 % ou 20 %
et nous**

DOUBLERONS votre remise

à l'achat de ces articles : Les exceptions courantes s'appliquent.
Détails sur la carte Aubaines mystère.



*Nos
joyeuses
heures
de magasinage*

Du lundi
au vendredi,
jusqu'à 21 h
Samedi,
de 8 h à 17 h
Dimanche,
de 9 h à 17 h

TOUS CES ARTICLES À PRIX ORDINAIRE, DE SOLDE OU DE LIQUIDATION

VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES POUR FEMME

- **Toute** la mode pour femme
- **Tous** les dessous de jour, les slips et les soutiens-gorge
- **Tous** les bijoux mode
- **Tous** les sacs à main et toute la maroquinerie
- **Tous** les accessoires

TOUS LES ACCESSOIRES POUR HOMME

- Les chaussettes
- Les sous-vêtements
- Les cravates
- Les tenues de nuit
- Les accessoires mode

PAPETERIE

- **Tous** les cadres et albums pour photos

JOUETS

- **Toutes** les peluches

CHAUSSURES

- **Toutes** les chaussures pour homme, femme et enfant incluant :
 - les modèles habillés
 - les modèles tout-aller
 - les bottes
 - les chaussures de sport
 - les pantoufles

TOUS CES ARTICLES À PRIX ORDINAIRE

VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES POUR FEMME

- Les collants fins
- Les peignoirs et les vêtements de nuit
- **MODE POUR LUI**
 - La mode d'extérieur
 - Les complets, les vestons sport et les pantalons de ville
 - Les chemises sport
 - Les pantalons tout-aller
 - Les pulls
 - La mode Northern Spirit Collections
- **MODE ENFANT**

Pour fille et garçon :

- les vêtements
- les chaussettes
- les tenues de nuit
- les sous-vêtements

ARTICLES MÉNAGERS

- Les appareils non électriques incluant :
 - les couteaux et les gadgets **Henckels**
 - **Corningware**
 - **Rubbermaid**
 - **T-Fal**
 - les gadgets, articles de service en verre et ustensiles de table
 - les articles décor en céramique

- les moules à cuisson, articles en bois et articles **Bodum**

PAPETERIE

- Les emballages et toutes les cartes de Noël en boîte

FRIANDISES

- Les chocolats, biscuits et friandises

JOUETS

- Les jouets incluant : **Fisher-Price, Lego, Mattel, Hasbro** et **Playmobile**

ET NE RATEZ PAS CES OFFRES-CHOC (EXCLUES DE L'OFFRE «DOUBLE» CI-DESSUS ET LES AUBAINES MYSTÈRE)

50 % de rabais

- Bijoux en or
Exception : bijoux en or à prix vedette se terminant par 99 ¢.
- **Toutes** les serviettes **Cannon, Caldwell, Real Colours, Market Square** et **Quattro**
- **Tous** les oreillers

- **Tous** les couvre-matelas
- **Toutes** les couettes
- **Tout** le linge de table de Noël
- **Toutes** les batteries de cuisine à plus de 250 \$ et les articles assortis en stock suivi

- **Toute** la vaisselle **Royal Albert**
- **Tous** les arbres de Noël
- **Toutes** les poupées de porcelaine
- **Tous** les duos-sommeil

20 % de rabais Tous les électroménagers Beaumont

*Veuillez consulter votre carte Aubaines mystère, ou l'une de celles offertes en magasin, pour connaître les exceptions, le détail et le règlement. Désolés, aucun bon d'achat différé ne sera émis pour les articles des Aubaines mystère et des offres spéciales.